

Eine Welt Un solo mondo Un seul monde



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

N° 3 / SEPTEMBRE 2015
LE MAGAZINE DE LA DDC
SUR LE DÉVELOPPEMENT
ET LA COOPÉRATION
www.ddc.admin.ch

La santé pour tous

Difficile mise en œuvre
d'un droit de l'homme

Zones d'ombre dans
un pays modèle :
la pauvreté en Lettonie

Recycler les excréments humains :
des ressources insuffisamment
exploitées



Sommaire

DOSSIER



SANTÉ

6 La santé pour tous

Environ 400 millions de personnes n'ont pas accès à des soins appropriés. Une nouvelle initiative internationale veut assurer une couverture sanitaire universelle.

11 «Un objectif à géométrie variable»

Thomas Schwarz, secrétaire de Medici Mundi International, appelle la communauté internationale à assumer ses responsabilités

13 Ces maladies qui ne rapportent rien

La Suisse soutient les efforts de recherche sur de nombreuses maladies tropicales pour lesquelles médicaments et traitements font aujourd'hui défaut

15 Faire au mieux avec de maigres moyens

Au Burundi, des mesures ciblées devraient permettre d'améliorer la qualité des prestations sanitaires dans les régions éloignées

17 Faits et chiffres

HORIZONS



18 Les laissés-pour-compte de la croissance économique

La Lettonie passe pour un pays modèle au sein de l'Union européenne, bien que la pauvreté et l'exclusion sociale menacent plus d'un tiers de la population

21 Sur le terrain avec...

Patrick Etienne, directeur du bureau de la contribution suisse dans les pays baltes

22 La Lettonie face à la guerre

Agnese Luse rencontre les fantômes du passé, qui sont aujourd'hui omniprésents en Lettonie

DDC



23 Des économies d'énergie en charrettes

Avec le conseil d'ingénieurs mis à disposition par la Suisse, des professionnels indiens conçoivent des immeubles moins gourmands en énergie

24 Des mesures pour réduire la fraude électorale

La DDC aide le Kirghizstan à renforcer les pratiques démocratiques dans le processus électoral

FORUM



27 Une ressource oubliée au fond des latrines

Le recyclage de l'urine et des matières fécales humaines offre de grandes perspectives, mais son potentiel est très peu exploité pour l'instant

30 Confessions d'un réfugié hypothétique

Carte blanche : Marius Ivaskevicius raconte comment les Lituanais gèrent leur peur de la guerre

CULTURE



31 Débats autour d'une vieille ville convoitée

Tandis que la capitale cubaine La Havane attire les touristes du monde entier, les habitants luttent contre le délabrement de leurs maisons

3 Éditorial

4 Périscope

26 DDC interne

34 Service

35 Coup de cœur avec Gabriele Genini

35 Impressum

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

Éditorial



La santé est un droit de l'homme

Selon le *Rapport sur le bonheur mondial* de 2015, les Suisses comptent parmi les peuples les plus heureux du monde. L'espérance de vie, associée à un bon état de santé, est l'un des critères les plus fréquemment évoqués par les personnes interrogées.

La santé est certes un bien personnel, mais elle compte aussi nombre d'aspects importants sur le plan macroéconomique. Il existe par exemple une relation de cause à effet entre la santé de la population et le revenu national : mieux les gens se portent, plus ils sont productifs. Et plus ils sont productifs, plus ils peuvent consacrer d'argent à la santé. Les Suisses sont, après les Américains, ceux qui dépensent le plus pour leur santé.

Dans beaucoup de pays, les moyens font cependant défaut pour garantir que chacun ait accès aux prestations sanitaires nécessaires. Par le biais de son Programme global Santé et de divers projets bilatéraux dans ses pays partenaires, la DDC contribue à rétablir une certaine équité dans la répartition mondiale des ressources destinées à la santé.

Dans les régions mal desservies, des investissements relativement modestes suffisent pour réaliser des progrès considérables. En mars, je me suis rendu dans un village du Laos, situé à plusieurs heures de bateau de Luang Prabang, capitale de la province du même nom. La DDC y finance un dispensaire géré par deux couples locaux au bénéfice d'une formation médicale. Disponibles 24 heures sur 24, ces derniers distribuent des médicaments ou prodiguent des soins de base aux villageois malades. À mes yeux de Suisse, cet établissement atteint à peu près le niveau d'une tente de premiers secours, comme celles que l'on installe chez nous lors de manifestations sportives. Pourtant, il a accru de 100% les services de santé disponibles dans ce village. Ouvrir une infirmerie constituait une priorité pour les femmes : dans le cadre d'un processus démocratique organisé par la DDC, celles-ci ont réussi à faire valoir leur revendication. Avec l'argent disponible, les

hommes auraient préféré construire une route, car le village n'est accessible que par le fleuve Mékong. Heureux celui qui n'est pas appelé à faire un choix aussi cornélien !

Au Cambodge, j'ai eu l'occasion d'apprécier le travail remarquable réalisé dans les hôpitaux Kantha Bopha du docteur Beat Richner. Aujourd'hui, le système de santé national ne pourrait plus guère se passer de ces cinq cliniques. Selon les estimations de leur fondateur, elles traitent environ 80% des enfants malades du pays, en appliquant les normes occidentales. Dans ce cas aussi, il existe un lien direct entre la qualité des soins et les ressources considérables dont disposent ces hôpitaux – notamment grâce à la générosité des donateurs suisses et à une contribution de la DDC.

Selon le principe de l'équité, tout individu dans le monde devrait bénéficier de prestations de soins équivalentes. Nous en sommes toutefois très loin, car le fossé entre riches et pauvres reste profond. En alliant responsabilité individuelle et solidarité – les deux fondements de la coopération internationale –, nous pouvons et nous devons rétablir l'équilibre.

Manuel Sager
Directeur de la DDC

(De l'allemand)

Périscope



Ecobas

Des digues comestibles

(gn) L'érosion et l'élévation du niveau de la mer menacent les régions côtières sur toute la planète. Les digues en béton sont un moyen coûteux de fixer les rives et les remblais de terre offrent une protection insuffisante. Dans le cadre du projet Ecobas, des scientifiques hollandais et bangladais explorent de nouvelles méthodes : des interventions ciblées doivent rendre les écosystèmes côtiers aptes à se défendre eux-mêmes contre le vent et les vagues. Au moyen d'éléments en béton, les chercheurs ont créé des bancs artificiels d'huîtres sur la côte de l'île de Kutubdia, dans la baie du Bengale. « Aussi bien techniquement que financièrement, cela s'est avéré la meilleure solution », constate Tom Ysebaert de l'institut de recherche hollandais Imares. « Les huîtres viennent se fixer sur ces structures creuses en béton, lesquelles offrent en même temps de nouveaux habitats pour les poissons et les crabes. » Le récif-barrière qui en résulte est censé monter d'environ 2 cm par année et suivre ainsi le niveau croissant de la mer. Il offre aux populations riveraines non seulement une bonne protection, mais aussi un revenu d'appoint : on peut récolter jusqu'à 5,6 kg d'huîtres par mètre carré et par an sans risquer d'endommager le récif. L'efficacité de l'ensemble exigeait toutefois une seconde « ligne de défense » contre la mer, ce qui a conduit à planter des mangroves le long des rives.

www.wageningenur.nl, chercher « Ecobas »

Les mystères de la terra preta

(gn) À l'époque précolombienne, le bassin amazonien était beaucoup plus densément peuplé qu'aujourd'hui. Jusqu'à 10 millions de personnes ont occupé cette vaste région. Elles ont laissé derrière elles des sols d'une fertilité exceptionnelle. Cette *terra preta* (terre noire en portugais) contient des propor-

tions considérables de biomasse carbonisée, de déchets organiques et une grande quantité de matière osseuse – source de phosphate et de calcium. De nos jours, des scientifiques du monde entier étudient la composition de ces sols caractérisés par une fertilité très durable. Leurs travaux pourraient faire progresser l'agriculture tropicale. Toutefois, l'on sait encore peu

de choses sur la genèse de la *terra preta*. Susanna Hecht, spécialiste de l'Amazonie, fournit quelques repères : les Kayapos, un peuple indigène qui vit le long du Rio Xingu au Brésil, améliorent leurs sols en brûlant sur les champs des mauvaises herbes, des broussailles et des résidus de plantes cultivées, pour obtenir du charbon de bois. Ils y ajoutent les cendres des aires de cuisson ainsi que du paillis.

Des lunettes à un dollar

(mw) Que ce soit à l'école, au travail ou dans la circulation urbaine, les personnes souffrant d'une déficience visuelle sont perdues si elles ne portent pas de lunettes. Dans les pays en développement, beaucoup d'habitants n'ont toutefois pas les moyens de s'en procurer. Voulant remédier dans la mesure du possible à ce problème, Martin Aufmuth, maître d'école secondaire à Erlangen (Allemagne), a développé dans sa buanderie un modèle de lunettes simple dont le matériel coûte environ un dollar. La monture est en acier à ressorts inoxydable et les verres en polycarbonate. En suivant un cours intensif de deux semaines, les personnes intéressées apprennent à produire ces lunettes localement et à les vendre. Des machines de pliage, spécialement conçues à cet effet, sont mises à leur disposition. L'équipement de l'opticien comprend par ailleurs une boîte contenant des verres de 25 puissances différentes. Les lunettes se vendent à un prix équivalant au salaire usuel de deux ou trois jours de



EinDollarBrille e.V.

travail, ce qui couvre le prix du matériel et assure un revenu aux fabricants. C'est en 2009 que Martin Aufmuth a eu l'idée de ce projet. L'association qu'il a créée, EinDollarBrille, est aujourd'hui active dans neuf pays, dont le Malawi, le Rwanda, la Bolivie et le Burkina Faso. www.eindollarbrille.de

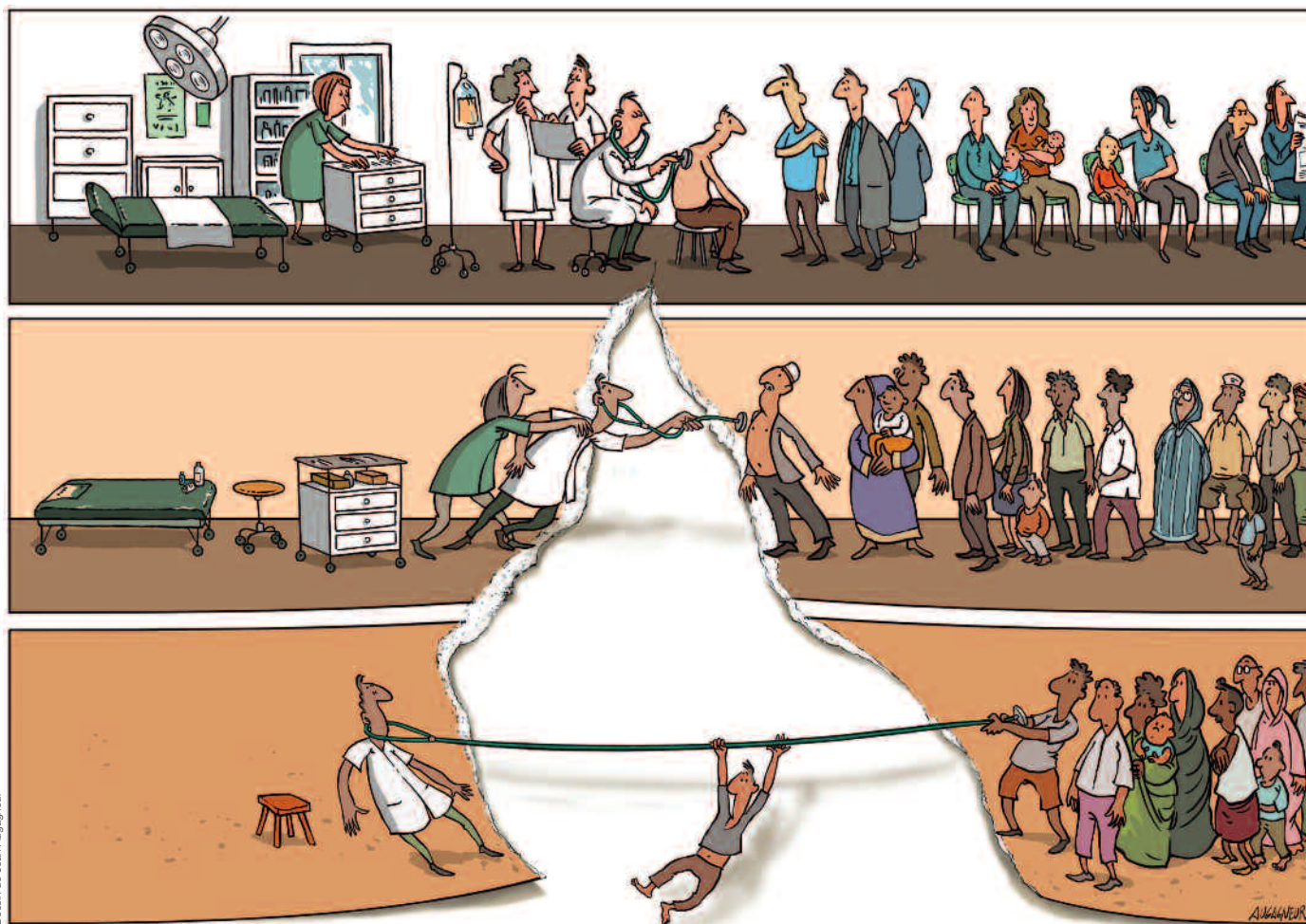
Toutes les musiques du Nil

(gn) L'Éthiopie construit sur le cours supérieur du Nil la plus grande centrale hydroélectrique d'Afrique, ce qui constitue en soi un risque de conflit considérable pour la région. L'Égypte a d'ailleurs menacé d'entrer en guerre pour défendre son droit



Nile Project

d'exploiter les eaux du fleuve. Cette situation précaire a conduit l'ethnomusicologue égyptien Mina Girgis à lancer en 2011 un projet original : des échanges culturels devraient aider les habitants de la région à trouver les moyens de résoudre pacifiquement les différends liés à l'eau. Le Projet du Nil réunit des musiciens originaires des onze pays qui se partagent le bassin de ce fleuve. « Chaque année, de nouveaux artistes rejoignent le groupe, avec leurs instruments et leurs traditions », se réjouit Mina Girgis. En outre, des ateliers sont organisés dans les universités afin de sensibiliser d'autres milieux et de promouvoir des approches innovantes pour aborder les problèmes liés à l'eau. En 2014, les musiciens ont effectué une tournée en Ouganda, en Tanzanie, au



Dessin de Jean-Augagnieur

Kenya, en Éthiopie et en Égypte. Au printemps dernier, ils se sont produits à travers les États-Unis, afin de diffuser cette problématique au-delà du continent africain.

www.nileproject.org

Sonnette d'alarme sous la pluie

(jls) Le Sri Lanka subit régulièrement des inondations qui causent d'importants dégâts et des pertes en vies humaines. L'extrême variabilité des pluies rend très difficile la prévision de ces catastrophes. Pour Yann Chemin, de l'Institut international de gestion de l'eau (IWMI), à Colombo, la solution est simple : il faut multiplier les stations météorologiques sur l'île, afin de pouvoir déclencher l'alerte quand les pluies attei-

gnent un niveau dangereux dans une zone précise. Ce scientifique a donc mis au point une station météorologique mobile qui mesure presque en temps réel l'intensité des précipitations. La production de ce petit capteur, fabriqué principalement avec des matériaux locaux, ne coûte que 250 dollars. L'IWMI compte en produire treize exemplaires. En cas de fortes pluies, des SMS pourraient être envoyés aux populations et aux autorités des zones à risque. Ainsi, les agriculteurs auraient



Neil Palmer/IWMI

quelques heures pour vider les réservoirs d'irrigation et prendre d'autres mesures susceptibles de limiter les pertes de cultures.

www.iwmi.cgiar.org

Sur le modèle des forêts naturelles

(jls) Pour combattre à la fois la malnutrition et la déforestation au Malawi, l'association African Moringa and Permaculture Project (AMPP) mise sur la création de « forêts nourricières ». Ce principe, lancé dans les années 70 par le mouvement de la permaculture, part du constat qu'une forêt naturelle n'a pas besoin d'engrais ou d'irrigation pour croître. Une forêt nourricière tente donc de reproduire la structure d'un tel écosystème, mais en se focalisant sur des espèces comestibles ou valorisables

par l'homme. Une fois réalisée, elle se renouvelle d'elle-même. Dans le sud du Malawi, l'AMPP a entrepris de planter un grand nombre d'arbres qui produisent différentes sortes de denrées alimentaires. L'une des principales espèces plantées est le *Moringa oleifera*, un arbre dont les feuilles sont riches en vitamines et en micronutriments. L'ONG compte assurer aux riverains une alimentation diversifiée tout au long de l'année, leur fournir du bois et des plantes médicinales, mais aussi limiter le risque d'inondations lié à la déforestation.

www.ampp.org.uk

La santé pour tous

La santé est un droit de l'homme. Environ 400 millions de personnes, qui vivent pour la plupart dans des pays pauvres, n'ont pourtant pas accès à des prestations appropriées en la matière. Une nouvelle initiative de la communauté internationale entend assurer une bonne couverture sanitaire à toute la population mondiale. De Mirella Wepf.



Des patients dans la salle d'attente d'un dispensaire à Bulboaca Briceni, en Moldavie. Depuis l'effondrement de l'Union soviétique, le pays manque de moyens pour faire fonctionner efficacement son système de santé.

Un paysan atteint de cancer hésite durant des semaines avant de consulter le médecin, car il craint que le coût du traitement médical ne cause sa ruine. Un jeune homme fait une chute à moto et se blesse profondément sous l'œil droit. Sa mère le conduit à l'hôpital où l'on se contente de désinfecter la plaie, car l'établissement ne dispose pas du fil nécessaire pour la suturer.

« En Suisse, de telles situations ne sont plus guère concevables aujourd'hui ; en Moldavie, elles sont courantes », constate la doctresse Violeta Horn-Rusnac. Cette spécialiste de médecine interne connaît les deux pays. Après avoir grandi à Bulboaca Briceni, tout au nord de l'ancienne république soviétique, elle a étudié à Chisinau, la capitale. Elle vit aujourd'hui dans le canton de Vaud et travaille

comme médecin urgentiste auprès de la Fondation de Nant qui gère plusieurs établissements psychiatriques.

En théorie, les systèmes de santé des deux pays sont très similaires, estime Violeta Horn-Rusnac. Ce qui les distingue avant tout, ce sont leurs moyens financiers : « La Suisse compte beaucoup plus de médecins et l'infrastructure est excellente. » En Moldavie, la plupart des équipements sont dans un état déplorable. Nombre des dispensaires locaux datant de l'ère soviétique sont désaffectés. « En Suisse, même dans un village de montagne, vous aurez toujours un médecin sous la main », affirme la doctoresse, mère d'une fille de onze ans. Dans son ancienne patrie, le réseau de soins est nettement moins dense. En outre, le fait d'habiter à proximité d'un service de santé ne garantit pas l'accès à des soins de qualité : « Mes camarades d'études



Jeune patiente dans une clinique pédiatrique suisse.

Chances de survie : de profondes inégalités

Violeta Horn-Rusnac sait de quoi elle parle : souffrant de problèmes cardiaques, sa mère doit prendre des médicaments, lesquels perturbent le fonctionnement de la glande thyroïde. Elle a dès lors besoin de faire contrôler régulièrement ses paramètres sanguins. Pour ces examens de laboratoire, elle doit se rendre plusieurs fois par année à 250 km de chez elle. En Suisse, une visite chez le médecin de famille suffirait. « Sans mon appui financier, ma mère ne pourrait jamais se payer ces tests. Pourtant, elle est affiliée à une caisse-maladie », remarque la doctoresse.

Si l'assurance de base est obligatoire en Moldavie depuis 2004, elle ne couvre qu'une partie minime des prestations. « Les patients doivent payer une grande partie des soins de leur poche », souligne M^{me} Horn-Rusnac. Pour beaucoup, c'est tout simplement impossible.

Comme le montrent les explications de cette praticienne, les chances de vivre longtemps et en bonne santé varient fortement selon le continent et la région. Les statistiques mondiales sont éloquentes sur ce point : la probabilité qu'un enfant meure avant l'âge de 5 ans est trente fois plus élevée en Afrique subsaharienne qu'en Europe occidentale. De même, le risque pour une femme de mourir en couches, faute de soins appropriés, varie énormément d'un pays à l'autre. En 2013, les complications liées à la grossesse et à l'accouchement ont coûté la vie à 2000 femmes dans les régions développées. Dans les pays émergents et en développement, elles ont fait plus de 300 000 victimes, dont 72 000 en Inde et plus de 36 000 au Nigeria. La même année, 1,4 million de personnes âgées de 15 à 49 ans ont été emportées par le sida ou la tuberculose dans le monde ; les deux tiers de ces décès sont survenus en Afrique subsaharienne. La liste des inégalités dans la répartition des morts prématurées est longue. Les exemples cités sont tirés du rapport *Global Burden of Disease Study 2013*



L'unité pédiatrique d'un hôpital moldave.

possèdent certes une solide formation, mais ils sont obligés d'appliquer des méthodes désuètes », raconte M^{me} Horn-Rusnac. Les appareils IRM, par exemple, sont rares. Plus grave encore, les laboratoires médicaux locaux font cruellement défaut. Les conséquences sont fatales : « Sans outils de diagnostic précis, même le meilleur des médecins ne peut pas faire du bon travail. »

Engagement de la DDC

Dans nombre de ses pays partenaires, la DDC travaille au renforcement du système sanitaire : elle favorise l'accès de toutes les couches de la population aux soins de base ; elle soutient la mise en place de mécanismes innovants de financement et de paiement dans le secteur de la santé ; enfin, elle promeut la bonne gouvernance et la participation de la population. En Moldavie, par exemple, son budget s'élève à 55 millions de francs pour la période 2014-2017. Près de la moitié de cette somme est consacrée au secteur de la santé. Le programme inclut l'amélioration des soins d'urgence destinés aux enfants en bas âge, la création de centres de santé adaptés aux jeunes, la couverture sanitaire des zones rurales et la lutte contre les maladies non transmissibles, responsables de 88% des décès dans le pays.

(étude sur la charge mondiale de la morbidité), auquel ont contribué plus de mille scientifiques.

Couverture sanitaire universelle

La volonté d'assurer à tous les habitants de la planète une existence en bonne santé est l'un des buts de la communauté internationale depuis l'adoption de la Déclaration universelle des droits de

Autrement dit, les soins doivent être accessibles à tous sur le plan géographique ; en outre, nul ne doit subir de discriminations fondées sur le sexe, l'âge, la religion, la nationalité, l'appartenance ethnique, l'orientation sexuelle ou un handicap.

Point d'achoppement: le financement

Pour garantir à tous une bonne couverture sani-



Martin Glauser

Un objectif, neuf cibles

L'OMS a proposé très tôt d'inscrire la couverture sanitaire universelle (CSU) dans les futurs Objectifs de développement durable (ODD). Avec d'autres pays, la Suisse a plaidé pour que la CSU n'en soit que l'une des cibles. Voici pourquoi : la CSU pousse à se focaliser sur l'amélioration de la couverture sanitaire, au risque de négliger d'autres facteurs essentiels pour la santé, comme l'environnement, la formation ou l'approvisionnement en eau. Ces arguments ont été entendus. Aujourd'hui, la formulation proposée de l'ODD en matière de santé est la suivante : « Donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être de tous à tous les âges. » Cet objectif général est subdivisé en neuf cibles, dont la CSU, la lutte contre des épidémies et la prévention de la consommation de substances toxiques.

L'Office fédéral de la santé publique recommande de vacciner les enfants contre la diphtérie, le tétanos, la coqueluche, les infections invasives à Haemophilus influenzae de type b, la poliomyélite, la rougeole, les oreillons et la rubéole.

l'homme en 1948. Malgré certains progrès, que l'on doit en particulier aux Objectifs du Millénaire pour le développement, le droit à la santé est loin d'être garanti. Selon les estimations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), environ 400 millions de personnes ne bénéficient toujours pas d'un accès suffisant aux soins médicaux.

La communauté internationale prépare aujourd'hui une nouvelle approche en vue de renforcer les efforts communs destinés à améliorer la situation : en septembre, elle devrait adopter un ensemble de mesures – les Objectifs de développement durable (ODD) – à l'échelle mondiale. Les 169 cibles à atteindre d'ici 2030 comprennent en particulier la couverture sanitaire universelle (CSU). Selon la définition de l'OMS, ce concept a pour but de « faire en sorte que tous les individus aient accès aux services de santé dont ils ont besoin sans encourir de difficultés financières. »

taire, il faut cependant de l'argent. Beaucoup d'argent. La question du financement fait l'objet d'intenses débats dans les négociations sur les ODD. Nombre d'États ne disposent en effet pas des ressources nécessaires pour fournir des soins de santé efficaces à leur population. Afin d'assurer le financement durable des objectifs sanitaires, la communauté mondiale a donc formulé trois priorités stratégiques : améliorer la qualité et l'efficacité des systèmes sanitaires, développer les mécanismes destinés à protéger les couches pauvres de la population et accroître la mobilisation de ressources tant internationales que nationales. La stratégie part de l'hypothèse que même les États économiquement faibles sont en mesure de mobiliser davantage leurs propres ressources en faveur de la santé. À cet effet, ils doivent revoir leur système fiscal, de même que leurs priorités budgétaires. Selon l'OMS, plus de septante pays consacrent moins de 10% du bud-

get national à la santé de leur population. La Déclaration d'Abuja, qui a fixé l'objectif de 15% en 2001, demeure lettre morte.

Les efforts nationaux consentis dans les pays pauvres afin de garantir une couverture sanitaire adéquate ne suffisent souvent pas. « Qu'ils atteignent les 15% ou non, des pays comme la Guinée, qui ne sont pas en mesure d'allouer plus de 30 dol-

des maladies telles que la tuberculose, le sida ou le paludisme.

Des mécanismes pour protéger les plus démunis

Selon les estimations de l'OMS, environ 100 millions d'individus sombrent chaque année dans la pauvreté à cause des coûts des traitements médi-



La vaccination des nouveau-nés et des jeunes enfants est un moyen efficace de promouvoir la santé. Selon l'OMS, un enfant sur cinq n'est pas suffisamment immunisé contre des maladies qui peuvent mettre sa vie en danger.

lars par an et par habitant à la santé, dépendent inévitablement de l'aide extérieure», affirme David Evans, qui dirige le département Financement des systèmes de santé à l'OMS. Il est donc essentiel que les pays riches mettent plus de moyens à disposition.

C'est là un leitmotiv qui n'a pas suscité jusqu'ici l'écho escompté : l'objectif selon lequel les États à grande capacité financière doivent consacrer 0,7% de leur revenu national brut à la coopération au développement, défini dans les années 70, n'est toujours pas atteint. On ne manque pas de toujours le rappeler dans le cadre des négociations sur le financement des ODD. La communauté internationale accorde par ailleurs une grande priorité aux nouveaux mécanismes mondiaux de financement. À titre d'exemple, mentionnons les partenariats public-privé qui ont été mis sur pied depuis le début de ce siècle afin de lutter contre

caux. Cette issue n'est pourtant pas inéluctable. La solution passe par la mise en place d'assurances-maladie au niveau national et local. De tels systèmes n'offrent toutefois pas une protection suffisante, car les personnes disposant de revenus faibles ou irréguliers ne peuvent pas payer des primes d'assurance. Des mécanismes complémentaires s'imposent donc pour protéger les plus démunis. Ils peuvent prendre différentes formes, comme des soins médicaux gratuits, des subsides étatiques pour le paiement des primes ou des fonds de solidarité au sein des assurances locales, destinés à venir en aide aux plus défavorisés d'une région.

Solidarité internationale

Le personnel médical joue un rôle clé pour réaliser une couverture sanitaire universelle. Selon l'OMS, on compte environ 60 millions de professionnels

Conseils aux gouvernements

Élaborer une stratégie nationale cohérente en matière de santé constitue un défi énorme. C'est ce qui a conduit à créer en 2007 le réseau P4H (Providing for Health), spécialisé sur la couverture sanitaire universelle et la protection sociale en cas de maladie. Le P4H met à la disposition des gouvernements de pays en développement un savoir-faire spécifique et, au besoin, des conseillers durant des périodes assez longues. Il est financé par l'Allemagne, la France, l'Espagne, la Suisse, les États-Unis et des partenaires multilatéraux, comme la Banque africaine de développement. Vingt États, dont le Bangladesh, Haïti et le Tadjikistan, y ont déjà eu recours. Avec l'appui de ce réseau, la Tanzanie a élaboré une stratégie nationale de financement des soins, qu'elle soumet actuellement à une consultation politique.
www.p4h-network.net



Marko Piskewitz
Martin Glauser



Orin Ndagana



Martin Glauser

Délocalisation de la pollution

Les chiffres de l'OMS montrent que la pollution est responsable de presque un quart des cas de maladie et de décès. En Suisse, l'environnement s'est amélioré ces dernières années. Toutefois, notre mode de consommation engendre toujours plus de nuisances environnementales à l'étranger. En voici quelques exemples : la production de coton épuise les nappes phréatiques ; les champs pétroliers nuisent aux écosystèmes ; la culture du fourrage que nous importons occupe des terres arables. Selon l'Office fédéral de l'environnement, la proportion de la pollution que la Suisse délocalise à l'étranger est passée de 56 à 73% entre 1996 et 2011. Il faudrait réduire d'au moins 50% notre impact actuel sur l'environnement pour atteindre un niveau de charge supportable par la nature.

Les repas des patients sont préparés par leur famille dans cet hôpital africain. À l'Hôpital de l'Île à Berne, ils viennent d'une grande cuisine. – Une ambulance moderne n'aurait pas sa place dans ce village rwandais, dont les routes ne sont pas asphaltées.

dans le monde, alors qu'il en faudrait 4,5 millions de plus. La pénurie de personnel se fait sentir même dans les nations industrialisées, comme la Suisse, mais elle frappe plus particulièrement les pays en développement. La migration ne fait d'ailleurs qu'exacerber le problème : nombre de médecins, d'infirmiers et de pharmaciens ayant suivi leur formation dans des pays pauvres émigrent vers des régions plus riches. La Moldavie illustre bien ce phénomène. Si Violeta Horn-Rusnac est venue en Suisse par amour, elle fait figure d'exception : « L'exode des professionnels de la santé a pris des proportions énormes », affirme-t-elle. Ces départs sont d'une part causés par le niveau des salaires. D'autre part, l'État moldave manque de moyens pour financer davantage d'emplois dans la santé. Une statistique nationale de 2013 révèle en effet qu'à peine un tiers

des médecins fraîchement diplômés trouvent un poste en Moldavie.

Il n'existe pas de solution simple pour retenir les professionnels de la santé dans les pays à faible capacité financière. Les nations riches devraient néanmoins faire preuve d'un minimum d'éthique

lorsqu'elles recrutent du personnel médical. En 2010, les États membres de l'OMS ont adopté un code de comportement mondial qui régit l'embauche internationale dans le secteur sanitaire. Ce code prévoit notamment la collecte de données statistiques sur les flux migratoires dans ce domaine et des investissements consacrés à la formation. L'objectif de garantir à tout individu des soins de santé de qualité reste de la musique d'avenir. Pour l'atteindre, il faut non seulement des interventions ciblées en faveur des plus démunis, tant au niveau national qu'international, mais aussi des engagements contraignants. ■

(De l'allemand)

« Un objectif à géométrie variable »

L'ONU entend garantir une vie saine à tous les êtres humains et promouvoir leur bien-être d'ici 2030. Thomas Schwarz, secrétaire du réseau Medicus Mundi International, explique pourquoi cet objectif le laisse sceptique, sans toutefois entamer son optimisme. Entretien avec Mirella Wepf.



Cyril Ndegeya

La santé maternelle et infantile est une préoccupation majeure de la coopération internationale. Selon l'Unicef, près de 6 millions d'enfants de moins de 5 ans meurent chaque année, pour la plupart de maladies qui pourraient être évitées.

Un seul monde: L'ONU doit adopter cet automne les Objectifs de développement durable (ODD). Pensez-vous que cela accélérera enfin les progrès en matière de santé à l'échelle mondiale ?

Thomas Schwarz : Ce serait bien. Mais les ODD portent sur 17 thèmes au total. La santé n'en est qu'un parmi d'autres. Ces objectifs sont plutôt un catalogue de souhaits, qui est destiné à rallier l'approbation générale. Nombre d'entre eux sont formulés de manière irréaliste. En outre, ils n'ont pas un caractère contraignant. Qui veillera à leur réalisation sur le plan politique ? Avec quels moyens ? Les ODD ne changeront certainement rien à la répartition injuste des richesses et aux rapports de force actuels. C'est pourquoi je doute qu'ils améliorent beaucoup la situation des personnes et des pays démunis.

Vous devriez pourtant vous réjouir que ces objectifs comprennent la couverture sanitaire universelle. Garantir l'accès de tous à des soins abordables fait partie de la vision de Medicus Mundi.

Les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) étaient excessivement axés sur certaines maladies. Dans ce sens, il est bon que l'on se préoccupe à nouveau davantage de la santé en général et que les ODD cherchent à influencer sur les facteurs qui déterminent la santé des gens sans appartenir directement au système de santé.

Vous considérez néanmoins les ODD avec un certain scepticisme.

Nous poursuivrons simplement notre travail politique et pratique. Nous nous efforçons d'induire des changements susceptibles d'améliorer les



En 1987, **Thomas Schwarz** a passé une année en Angola pour le compte du CICR, afin de réunir des familles séparées par la guerre. Peu après, il a accompli une autre mission au Liban. Cet historien et enseignant en était pourtant convaincu : « À long terme, ma place était en Suisse et dans l'action politique. » De 1990 à 1996, Thomas Schwarz a été responsable de l'assistance juridique aux requérants d'asile au sein de la section argovienne de Caritas. Ensuite, il a été nommé secrétaire de Medicus Mundi Suisse, un réseau de 46 organismes suisses actifs dans la coopération internationale en matière de santé. En devenant secrétaire de Medicus Mundi International, qui regroupe vingt organisations de dix pays, il est entré en 2008 sur la scène internationale de la santé.



L'hôpital de Panzi, dans la province congolaise du Sud-Kivu, accueille des personnes blessées, souvent grièvement, ainsi que des femmes violées et traumatisées.

Sven Torfinn/afp

conditions sanitaires précaires qui prévalent dans les pays pauvres.

Comment définiriez-vous une bonne couverture sanitaire de base ?

Je me garderais bien de fixer des normes minimales pour les pays en développement. Une telle démarche comporte le risque de se contenter de trop peu. Une chose est sûre : nous devons garantir des soins de qualité et accessibles à tous. C'est évidemment un objectif à géométrie variable, car dans chaque pays, le système de santé évolue à son rythme. Quoi qu'il en soit, un processus de négociations devrait réunir le gouvernement, les prestataires de soins et la population, pour qu'ils tracent ensemble les contours du système de santé national. En parallèle, des mesures doivent être prises pour aider les gens à rester en bonne santé.

C'est-à-dire ?

Pour rester en bonne santé, il faut de l'air propre, de l'eau potable, une bonne formation et bien d'autres choses encore. À cet effet, chaque État a besoin d'un cadre politique global et cohérent.

Et de moyens financiers...

Exactement. Le financement du système de santé représente un défi de taille pour tous les pays, qu'ils soient riches ou pauvres. Chaque État doit s'efforcer de mobiliser lui-même autant de ressources que possible. Il peut le faire en appliquant de bonnes pratiques fiscales ou en créant des mécanismes nationaux de compensation, afin de garantir des soins

même aux habitants démunis et aux régions périphériques. À l'évidence, de nombreux pays ne parviendront pas, par eux-mêmes, à mettre sur pied un système de soins médicaux pour tous. Pour réduire vraiment la précarité dans laquelle vivent des millions de personnes, la communauté internationale doit assumer sa responsabilité et agir.

De quelle manière ?

L'Overseas Development Institute de Londres, un laboratoire d'idées sur le développement, a calculé qu'il faudrait 78 milliards de dollars par an pour assurer la couverture sanitaire dans les 34 pays les plus pauvres. Le message aux pays riches est qu'ils doivent prendre moins et donner davantage. Cela nécessite notamment des mesures contre l'évasion fiscale dans les pays pauvres et de nouveaux modèles de péréquation financière à l'échelle de la planète. Les fonds mondiaux créés dans le cadre des OMD en vue de combattre certaines maladies en sont un bon exemple. En fin de compte, il s'agit d'élaborer une politique mondiale solidaire qui garantisse des soins et une protection sociale à chacun. Une politique bien plus exigeante que des déclarations non contraignantes.

Qu'est-ce que cela implique pour la Suisse ?

L'exigence est claire : la politique suisse doit aussi assumer des responsabilités pour des personnes vivant au-delà des frontières nationales. J'aimerais vous donner quelques exemples. Que signifie pour d'autres États la protection des brevets pratiquée ici ? Comment se comporte la Suisse dans le domaine de l'évasion fiscale ? Mettons-nous suffisamment de moyens à disposition pour concevoir des médicaments en faveur des plus démunis ? Recrutons-nous du personnel de santé dans des pays qui en manquent cruellement ? Le fait est que la Suisse continue de former trop peu de professionnels dans ce secteur. Voilà quelques domaines dans lesquels nous devrions poser les jalons d'une politique plus solidaire avec le reste du monde.

La Suisse va-t-elle dans cette direction ?

Oui et non. La politique extérieure suisse en matière de santé, adoptée en 2012, constitue un progrès à nos yeux. C'est un bon outil pour coordonner et harmoniser les activités des différents services fédéraux qui s'occupent de la santé. Au bout du compte, les préoccupations politiques continuent toutefois de prévaloir. Il serait par ailleurs souhaitable de rendre plus démocratiques et plus transparents les processus qui définissent la position de la Suisse à l'échelle mondiale. ■

(De l'allemand)

Du personnel de santé pour tous

Medicus Mundi s'attache à faire respecter le code de comportement de l'OMS régissant le recrutement des professionnels de la santé. Selon ce code, les pays riches ne doivent pas pallier la pénurie de main-d'œuvre qualifiée sur le dos des plus démunis en recrutant, directement ou indirectement, dans les pays pauvres. En collaboration étroite avec l'Association suisse des infirmiers et des infirmières, Medicus Mundi Suisse a lancé en 2012 un manifeste qui va dans ce sens. Trente organisations ont déjà signé ce texte. Parallèlement, une campagne similaire est en cours dans l'Union européenne, sous le titre « Personnel de santé pour tous ». Sa coordination est assurée par Medicus Mundi International. www.medicusmundi.ch, « manifeste » www.healthworkers4all.eu

Ces maladies qui ne rapportent rien

Les maladies qui frappent surtout les pauvres ne présentent aucun intérêt économique pour les entreprises pharmaceutiques. En conséquence, les médicaments et les traitements contre diverses affections tropicales font défaut partout dans le monde. Plus d'un milliard de personnes en souffrent. Des partenariats public-privé et des fonds leur viennent en aide.



L'assortiment d'une pharmacie suisse contient principalement les médicaments de l'industrie pharmaceutique. Dans son échoppe, le guérisseur Antoine Coovi Padonou, au Bénin, vend des remèdes traditionnels qu'il confectionne à base de plantes médicinales.

(mw) La maladie du sommeil, la dengue ou l'ulcère de Buruli n'ont jusqu'ici guère suscité l'intérêt de la recherche et de l'industrie pharmaceutiques. Voilà pourquoi l'OMS s'efforce depuis une dizaine d'années d'attirer l'attention sur ces « maladies tropicales négligées ». À son avis, il importe de s'attaquer en priorité à 17 d'entre elles qui sont largement répandues dans 149 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, et qui touchent plus d'un milliard de personnes.

Certaines de ces maladies deviennent chroniques ou ont une issue mortelle. D'autres provoquent des handicaps, des déformations, voire la cécité. Les conséquences sont dramatiques pour les patients, mais aussi pour leur famille. Prenons par exemple la trypanosomiase humaine africaine, ou maladie du sommeil, qui est transmise par la piqûre d'une mouche tsé-tsé : elle se manifeste tout d'abord par de la fièvre, des frissons et des œdèmes. Si cette maladie n'est pas diagnostiquée et traitée à temps, le parasite s'attaque au système nerveux central. Les patients souffrent alors de désorientation, de mauvaise coordination et de crampes. Ils tombent ensuite dans une somnolence léthargique et décèdent

au bout de quelques mois ou de plusieurs années. Les personnes qui ont la chance de survivre ne sont pas en mesure de contribuer aux activités familiales pendant des mois. De plus, comme les proches doivent s'occuper des malades, ils ont eux aussi moins de temps pour assurer leur subsistance. Dans les pays dépourvus de système social efficace, les conséquences sont désastreuses.

Alliances au service de la recherche

Les maladies tropicales négligées grèvent lourdement les économies des pays en développement. Comme le pouvoir d'achat des malades et de leurs proches est extrêmement faible, rien n'incite l'industrie pharmaceutique à mettre au point des médicaments ou des vaccins.

La solution pourrait résider dans les partenariats pour le développement de produits (PDP) : il s'agit de réseaux sans but lucratif, qui regroupent des instituts académiques, des entreprises pharmaceutiques, des ONG et des pouvoirs publics. Les premiers PDP ont vu le jour au tournant du siècle. Aujourd'hui, on en recense une vingtaine. L'Initiative pour des médicaments contre les maladies

Le paludisme tue moins

Le paludisme se transmet par des moustiques qui se reproduisent dans les endroits humides. En Suisse, il a été éradiqué par l'assèchement de vastes zones marécageuses au 19^e siècle. Aujourd'hui, la maladie reste largement répandue dans les régions tropicales et subtropicales. Ces quinze dernières années, on a toutefois pu réduire de 47% le nombre d'infections mortelles. La Suisse a joué un rôle important : seize institutions, dont la DDC, se sont regroupées au sein du Swiss Malaria Group afin de soutenir la lutte mondiale contre ce fléau. Les efforts portent sur la mise au point et la distribution de moustiquaires, l'amélioration des thérapies et la recherche d'un vaccin antipaludique.

www.swissmaliargroup.ch



Sven Torfinn/laif

L'analyse d'échantillons de sang en laboratoire permet de déceler la présence du virus du sida ou d'autres vecteurs de maladies.

Intensification de la recherche sur Ebola

Bien que sa dangerosité soit connue depuis la fin des années 70, Ebola ne figure pas sur la liste des maladies tropicales négligées. Longtemps, cette affection virale ne s'est manifestée que localement et le nombre des décès était minime. De plus, elle n'était pas totalement négligée par la recherche. L'épidémie de 2014 a toutefois réactivé les travaux, de sorte que l'on dispose désormais de méthodes diagnostiques plus simples et plus fiables. « En y consacrant toute notre énergie, nous sommes parvenus à achever en dix mois un processus qui s'étend normalement sur dix ans », déclare Mark Perkins, responsable scientifique de la FIND. L'OMS a malgré tout essuyé des critiques : selon un rapport d'experts, publié début mai 2015, sa réaction est jugée beaucoup trop lente.

négligées (DNDI) et la Fondation pour l'innovation en matière de nouveaux diagnostics (FIND), toutes deux basées à Genève, comptent parmi les PDP les mieux dotés sur le plan financier. En 2013, chacune disposait d'un budget avoisinant 30 millions d'euros. La DDC soutient ces deux initiatives en leur versant jusqu'à 2 millions de francs par an. Les donateurs privés, en particulier la Fondation Bill et Melinda Gates et les entreprises pharmaceutiques, jouent aussi un rôle essentiel.

Nouveaux médicaments et tests

La DNDI et la FIND ont déjà quelques succès à leur actif, notamment dans la lutte contre la maladie du sommeil. Le médicament utilisé jusqu'ici, le Melarsoprol, provoque des effets secondaires violents, parfois même mortels. Les chercheurs de la DNDI ont mis au point un traitement moins dangereux qui combine une préparation destinée initialement à combattre le cancer et une thérapie contre la maladie de Chagas, autre affection tropicale. Les entreprises pharmaceutiques Bayer et Sanofi se sont déclarées prêtes à fournir gratuitement les nouveaux médicaments.

La FIND, de son côté, a élaboré un test sanguin qui facilite le dépistage précoce de la maladie du sommeil. « On n'a pas besoin d'un laboratoire pour effectuer ce test », explique Joseph Ndung'u, responsable du programme. Pour la première fois, il est donc possible de confirmer une suspicion même dans les régions reculées. « Si les patients n'ont pas besoin de faire de longs trajets pour se faire examiner, nous pouvons débiter le traitement beaucoup plus tôt et sauver des vies. »

Financement incertain

« Les PDP peuvent faire avancer considérablement la lutte contre les maladies négligées », déclare Susanna Hausmann, du Programme global Santé à la DDC. « À long terme, le système actuel ne suffira toutefois pas. » La première raison est que ces institutions ne résultent pas d'un processus coordonné à l'échelle mondiale, mais d'initiatives isolées. Il est dès lors difficile de fixer des priorités et un plan d'action communs. De plus, le financement n'est pas assuré durablement : « Les PDP dépendent beaucoup de la bonne volonté des donateurs », souligne M^{me} Hausmann. Autre problème : en raison de la protection des brevets, tous les résultats de recherche ne sont pas disponibles. « Le libre accès aux données accélérerait pourtant sensiblement les travaux », affirme l'épidémiologiste. Dans ce domaine aussi, il importe de concevoir des mécanismes adaptés à la pratique.

Avec l'appui de la DDC, l'OMS réalise actuellement des projets pilotes afin de jeter les bases d'un mécanisme mondial de planification et de financement. Selon Susanna Hausmann, « les Objectifs du Millénaire pour le développement ont déclenché une énorme vague de fond en faveur de la santé et contribué à la création des PDP ». Ceux-ci se concentrent cependant surtout sur le paludisme, le sida et la tuberculose, de sorte que la plupart des maladies tropicales restent négligées. Il s'agit maintenant de mettre sur pied un système qui permettra de fixer des priorités fondées sur des considérations scientifiques et démocratiques. ■

(De l'allemand)

Faire au mieux avec de maigres moyens

Un système de santé efficace exige une infrastructure appropriée et du personnel bien formé. Mais cela ne suffit pas toujours. Au Burundi, petits pays enclavé d'Afrique de l'Est, on cherche de nouvelles approches afin de garantir des soins de qualité sur tout le territoire.



Des mères attendent devant un dispensaire au nord du Burundi : beaucoup d'entre elles ont parcouru un long chemin pour faire vacciner leurs enfants.

(mw) Près de 70% de la population du Burundi vit dans la pauvreté. Assurer une couverture sanitaire aux 10 millions d'habitants de ce petit État densément peuplé représente un défi énorme. La DDC soutient depuis 2006 un programme de promotion de la santé, mis en œuvre par l'Institut tropical et de santé publique suisse (Swiss TPH).

« À l'instar de nombreux pays africains, le Burundi possède un système de santé organisé par districts et financé par l'État », explique Manfred Zahorka, responsable du programme au sein de Swiss TPH. Les médecins privés sont rares. Dans cette structure décentralisée, la plus haute responsabilité incombe aux bureaux du district sanitaire, auxquels sont soumis les hôpitaux de districts. À l'échelon au-dessous se trouvent des centres de santé plus petits, équipés de maternités, et des dispensaires où les soins sont uniquement ambulatoires. Au niveau des communes, des auxiliaires bénévoles et les sages-femmes traditionnelles sont organisés en comités de santé. Voilà pour la théorie. Dans la pratique, il est extrêmement

difficile de coordonner toutes ces institutions. « L'essentiel est que le gouvernement national définisse de bonnes conditions-cadres et que les bureaux du district sanitaire s'imposent dans la direction opérationnelle », estime Manfred Zahorka. Si le Burundi possède une solide stratégie en matière de santé, il reste toutefois dépendant de l'aide financière extérieure pour la mettre en œuvre.

Améliorer le contexte général

Il est très difficile de recruter du personnel suffisamment qualifié, en particulier dans les régions reculées. « C'est pourquoi nous apportons un appui à la construction de logements de fonction auprès des centres de santé », rapporte M. Zahorka. Offrir aux employés de meilleures conditions de vie est une mesure qui porte déjà ses fruits dans différents centres : « Les communes de Marangara, Tangara, Nyamurenza et Busiga possèdent aujourd'hui des services qui fonctionnent 24 heures sur 24. Ce n'était pas le cas auparavant. »

La qualité grâce à la participation

Pour que le système national de santé réponde aux besoins de la population, celle-ci doit avoir son mot à dire. Au Kirghizstan, la DDC soutient avec succès des comités de santé locaux : plus de 80% des villages fixent eux-mêmes leurs priorités. Les comités mènent également des campagnes de prévention en puisant dans un catalogue de vingt sujets déjà préparés. Ils se sont montrés particulièrement efficaces dans la lutte contre les problèmes thyroïdiens. Après l'effondrement de l'Union soviétique, ces affections se sont multipliées, car du sel non iodé est arrivé en masse sur le marché. Les commerçants locaux et les ménages reçoivent désormais des tests qui leur permettent de vérifier la teneur du sel en iode. www.ddc.admin.ch, « Pays », « Asie centrale »



Accouchement par césarienne dans un petit hôpital du nord du Burundi : malgré des moyens modestes, on a fait ici des progrès considérables ces dernières années.

Au Burundi, un médecin gagne environ 350 francs par mois. Ce salaire n'est pas mauvais par comparaison avec d'autres métiers, mais il ne permet pas de vivre confortablement. Toute occasion de gain supplémentaire est donc bienvenue pour le personnel médical. Manfred Zahorka se montre toutefois sceptique à l'égard du « financement basé sur les performances », un principe ancré dans la politique nationale de santé. Il s'agit d'une sorte de prime que le gouvernement ou des ONG versent pour certaines prestations. Le responsable du programme suisse met en garde contre les incitations néfastes liées à un tel système : « Toutes les prestations qui ne sont pas assorties d'une prime risquent d'être négligées. »

L'argent ne constitue toutefois pas la seule motivation du personnel. « Une équipe soudée, une répartition claire des compétences, des cours de formation continue, des possibilités de promotion professionnelle, le droit à la parole et une culture de la critique positive : voilà les principaux éléments qui déterminent le bon fonctionnement d'un établissement de soins », affirme M. Zahorka. La DDC appuie dès lors le processus de développement organisationnel de certaines institutions sanitaires.

En outre, la Suisse investit beaucoup dans le renforcement des bureaux du district sanitaire, car ceux-ci sont responsables de la planification annuelle et du contrôle des services décentralisés. « Idéalement, la supervision ne devrait pas être qu'un contrôle, mais s'accompagner d'un coaching destiné à accroître la qualité. » Ce principe n'est pas appliqué de manière égale dans tous les districts. Toutefois, il fonc-

tionne bien dans la province de Ngozi où le programme est en place depuis 2006.

Sondages auprès des patients et formation continue

La promotion de l'empathie et des compétences sociales est un autre domaine qui gagne en importance dans le secteur de la santé. Au Burundi, comme ailleurs, investir dans l'infrastructure et la formation des professionnels constitue la base d'un système de santé performant. Pour que l'argent investi déploie tous ses effets, le personnel doit toutefois être en mesure d'écouter les patients. « Là aussi, nous nous efforçons d'obtenir des progrès en proposant des formations continues ou en organisant des sondages auprès des patients », relève Manfred Zahorka. Mais il faut rester réaliste : le système de santé burundais est très fragile et le personnel change fréquemment. De tels instruments ne produisent donc que des effets limités.

La gestion des médicaments exige par ailleurs de solides compétences. « Dans les pays pauvres, le manque de médicaments constitue un obstacle considérable. » Pour le surmonter, une organisation plus efficace est requise, tant au niveau national qu'international, mais il est possible d'optimiser la disponi-



Pour qu'un système de santé fonctionne, il est indispensable que le personnel soit bien formé et motivé.

bilité des produits pharmaceutiques, même à petite échelle. Manfred Zahorka cite deux exemples : « Les médicaments en stock sont-ils classés par date de péremption ? Comment éviter de rompre la chaîne du froid lorsqu'on transporte des vaccins ? L'infrastructure routière est-elle suffisante ? » Il faudrait inclure de telles questions dans la gestion de la qualité des institutions sanitaires ou, le cas échéant, les résoudre au niveau politique. La tâche est loin d'être aisée, d'autant que la situation politique est des plus instables au Burundi. ■

(De l'allemand)

De meilleurs soins dans les Balkans

En Albanie et au Kosovo, le système de santé est extrêmement faible. Une personne qui tombe gravement malade au Kosovo ira se faire soigner à Belgrade (Serbie) ou à Skopje (Macédoine) si elle en a les moyens. En Albanie, les hôpitaux débordent, car les services médicaux sont largement insuffisants dans les régions : on manque de médecins de famille, de petits dispensaires et de centres de consultation. Menant depuis des années des activités dans ces deux pays, la DDC a déjà soutenu divers projets de santé. Elle mettra désormais l'accent sur ce thème, car les gouvernements des deux États ont décidé d'entreprendre une série de réformes et de mesures afin d'accroître la qualité des soins.

www.oecd.org, « Health Care Quality Framework »

Faits et chiffres

Dépenses de santé par personne en 2013, en USD, ajustées à la parité du pouvoir d'achat

États-Unis	9 146	
Suisse	6 187	
Qatar	2 882	
Pologne	1 551	
Lettonie	1 309	
Moldavie	553	
Cuba	405	
Bolivie	372	
Inde	215	
Bangladesh	95	
Burundi	62	

Source: Banque mondiale

Dépenses nationales de santé en 2013, en pourcentage du PIB

États-Unis	17,1	
Moldavie	11,8	
Suisse	11,5	
Cuba	8,8	
Burundi	8,0	
Pologne	6,7	
Bolivie	6,1	
Lettonie	5,7	
Inde	4,0	
Bangladesh	3,7	
Qatar	2,2	

Source: Banque mondiale

Chiffres clés

- Selon l'OMS, plus de cinquante pays, principalement en Afrique et en Asie du Sud, connaissent une grave pénurie de personnel de santé.
- Les pays riches disposent en moyenne de nonante infirmières et sages-femmes pour 10 000 habitants. Les pays les plus pauvres n'en ont que deux.
- Dans les pays en développement, seuls 40% des habitants les plus démunis ont actuellement accès à des services essentiels de santé, comme la vaccination ou une aide professionnelle à l'accouchement. D'ici 2030, cette proportion devrait atteindre 80% au moins.
- Entre 1990 et 2012, l'espérance de vie moyenne a augmenté de neuf ans dans les pays en développement : elle est passée de 51 à 60 ans chez les hommes et de 54 à 63 ans chez les femmes.
- Dans neuf pays du monde (tous situés en Afrique subsaharienne), l'espérance de vie moyenne reste inférieure à 55 ans pour les deux sexes. En Suisse, elle atteint près de 80 ans chez les hommes et 85 ans chez les femmes.

Citations

« Les investissements dans les systèmes de soins ont un double rendement : ils améliorent la santé et renforcent la croissance économique. »

Jim Yong Kim, président de la Banque mondiale, mars 2015

« Le principal ennemi de la santé dans le monde en développement est la pauvreté. »

Kofi Annan, ancien secrétaire général de l'ONU, 2001

Des projets de santé sous la loupe

L'an dernier, la DDC a fait évaluer par une organisation externe l'efficacité de 57 de ses projets dans le domaine de la santé. Cet examen a montré dans quelle mesure les objectifs ont été atteints durant la période 2000-2013 et quel a été l'impact de ces activités. Il a porté sur quatre thèmes : le renforcement des systèmes de santé ; le renforcement de la compétence et de l'autonomie des bénéficiaires en matière de santé ; la réduction des charges dues aux maladies ; l'amélioration de la santé maternelle et infantile ainsi que de la santé sexuelle et reproductive. Le rapport conclut que deux tiers des projets analysés sont efficaces et qu'ils ont entraîné des changements positifs dans la vie des populations concernées.

Rapport sur l'efficacité 2015 – La coopération suisse au développement dans le domaine de la santé 2000-2013.
www.dfae.admin.ch/ddc, « Publications »



Juergen Escher/afif

Les laissés-pour-compte de la croissance économique

Au sein de l'UE, la Lettonie fait figure de bon élève qui montre aux Européens du Sud comment on maîtrise une situation de crise. Mais les économies budgétaires se font aux dépens du secteur social. Cela pousse les travailleurs de cette république balte à tenter leur chance à l'étranger. De Udo Bongartz*.



Udo Bongartz

Liepaja, la troisième ville de Lettonie, était interdite aux visiteurs étrangers à l'ère soviétique. Depuis l'accession du pays à l'indépendance, elle a perdu un tiers de ses habitants.

La gare de Liepaja pourrait bien servir de décor à la pièce de Friedrich Dürrenmatt *La Visite de la vieille dame*. La troisième ville de Lettonie a elle aussi connu des temps meilleurs, tout comme la bourgade imaginaire de Güllen avant l'arrivée de la vindicative milliardaire. Dans cette localité portuaire, la gare est de toute manière un terminus. Sa construction semble disproportionnée. Les trains de voyageurs à destination de Riga se limitent à deux par semaine. Le trafic s'est déplacé vers l'esplanade, convertie en gare routière. De là, des bus modernes partent vers la capitale.

Liepaja compte officiellement près de 76 000 habitants – plutôt moins, selon des estimations. En 1989, elle en totalisait encore 115 000, chiffre qui incluait les soldats soviétiques stationnés dans le quartier du port militaire. La population a conti-

nué de baisser après le départ de ces troupes. Liepaja garde quelques traces d'une grande ville. Les voies étroites de son unique ligne de tramway traversent le centre depuis l'aciérie – au bord de la faillite – jusqu'au rivage de la Baltique. À l'époque où la Lettonie était gouvernée depuis Moscou, Liepaja était interdite aux touristes. Aujourd'hui, le visiteur y découvre un mélange séduisant de maisons en bois aux couleurs foncées et de vieilles façades en pierre. Mais cette splendeur se dégrade. Le même écriteau est suspendu à de nombreuses fenêtres condamnées : *Pārdod* (à vendre). À la périphérie de la ville, les grandes halles industrielles de l'époque soviétique restent vides.

Bas niveau des salaires

Le pasteur Martins Urdze et son équipe s'occupent

de personnes socialement défavorisées, de chômeurs et d'invalides. Lorsque je lui demande ce que représente la pauvreté en Lettonie, le directeur du Centre diaconal de Liepaja m'invite à visiter le refuge qu'il a créé pour les perdants de la réussite lettone. Un escalier raide et sombre conduit au premier étage, dont les pièces ont été rafraîchies dans des teintes lumineuses. Avec ses plantes et son vieux canapé, la salle de réunion a des airs de salon. Une cheminée réchauffe l'atmosphère – ici, on chauffe encore au bois. Une croix est fixée à la paroi, à côté d'un petit portrait de Luther. Nous y rencontrons cinq monitrices du dimanche. Ces femmes sont bien formées. Elles occupent des postes de jardinière d'enfants, d'assistante scientifique, d'inspectrice des denrées alimentaires ou d'employée d'imprimerie. Dans d'autres pays, ces métiers pro-

rantaine d'enfants de 4 à 16 ans qui viennent des quartiers avoisinants. Ils jouent, bricolent, étudient ou mangent ensemble. Ils se délectent des repas préparés par Ingrida. Non, ces enfants ne souffrent pas de la faim, mais ils apprécient particulièrement la nourriture proposée ici. Leurs parents n'ont souvent pas le temps de s'en occuper. Beaucoup ont de la peine à joindre les deux bouts, bien qu'ils conjuguent plusieurs emplois. La proportion des bas salaires est plus forte en Lettonie que partout ailleurs dans l'UE. Environ un quart des travailleurs gagnent tout juste le salaire minimum, que le gouvernement a fixé en début d'année à 360 euros bruts par mois. Aucune famille ne saurait en vivre. Après des années d'inflation, le niveau des prix s'est rapproché de celui des pays occidentaux. Beaucoup d'enfants ne connaissent que des plats cuisinés bon

La Lettonie en bref

Nom

Lettonie

Capitale

Riga

Superficie

64 573 km²

Habitants

1,995 million

Langues

Letton (langue officielle) 53%

Russe 34%

Autres 13%

Espérance de vie

Femmes 79 ans

Hommes 68 ans

Migration

2,3 émigrants pour mille personnes (2014)

Économie

L'économie lettone est très axée sur les exportations. Près d'un tiers du PIB relève du commerce extérieur. Principales branches : exploitation du bois, agriculture, production alimentaire, machines, industrie de pointe, électricité.

Pauvreté

Le taux de chômage atteignait environ 10% à fin 2014, soit un peu moins que la moyenne de l'UE. Cependant, la Lettonie affichait en 2010 la plus forte proportion de bas salaires (28%) de l'UE.



Les traces de l'émigration : le centre de la vieille ville est encore animé, mais tout autour, beaucoup de maisons sont vides.



Udo Bongartz (9)

marché. D'autres, dont les parents travaillent à l'étranger, vivent chez des grands-mères surmenées par cette occupation de tous les instants.

Prestations sociales modestes

Le diaconat s'occupe aussi de personnes qu'un handicap contraint à vivre avec très peu d'argent. Ces gens se retrouvent tous les jours au centre pour y fabriquer des cadeaux qui seront vendus dans le magasin de l'institution ou simplement pour passer du temps ensemble. En déjeunant dans la salle du rez-de-chaussée, des chômeurs et des invalides parlent volontiers de leur situation. Leur principal problème est le manque de travail correctement rémunéré. Ils se débrouillent avec des occupations saisonnières et sont tributaires d'une aide publique. Les prestations sociales leur permettent de survivre, mais pas de mener une existence autonome. Janis, un trentenaire mince et sportif, n'a pas trouvé d'emploi stable en tant qu'aide-cuisinier. À cela s'est ajoutée une invalidité partielle. Il vit maintenant dans un foyer financé par la municipalité.

curent un bon revenu. Mais l'État letton ne gâte pas ses collaborateurs. Les monitrices doivent cumuler plusieurs emplois pour nourrir leur famille. Ilze, qui travaillait dans une imprimerie privée, vient d'être licenciée – la crise russe a des répercussions sur le marché du travail local. Elle touchera des allocations de chômage pendant neuf mois. Si elle ne trouve pas un nouvel emploi, ses proches devront ensuite la prendre en charge. Leurs problèmes personnels n'empêchent pas ces femmes de s'occuper chaque dimanche d'une qua-





Laurent Cocchi

Malgré les succès économiques revendiqués par le gouvernement, de nombreux Lettons tentent leur chance à l'étranger. Ils y sont poussés par le manque de perspectives, le chômage et l'insécurité.

Les États baltes

L'Estonie, la Lettonie et la Lituanie bordent la mer Baltique. Elles ont pour voisins immédiats la Russie, la Biélorussie et la Pologne. En août 1989, les Baltes ont formé une chaîne humaine de 600 km pour réclamer l'indépendance de leurs pays, qu'ils ont obtenue au printemps 1990. Ces trois républiques ont alors connu un essor rapide. En 2004, elles ont adhéré à l'UE et à l'OTAN. La crise financière a ensuite provoqué un violent choc économique. La Lettonie a plongé dans une grave récession dont elle ne s'est remise que lentement. Aujourd'hui, son économie a renoué avec la croissance, mais la pauvreté et l'exclusion sociale menacent plus d'un tiers de la population. La Lettonie et l'Estonie ont adopté l'euro en 2014, la Lituanie en 2015. Pour la première fois de son histoire, la Lettonie a présidé le Conseil de l'UE durant le premier semestre 2015.

L'État lui verse 128 euros par mois, dont il doit se contenter pour vivre. Inutile de penser à acheter une voiture, un appartement ou même à fonder une famille. Ses seules distractions sont les excursions occasionnelles avec le diaconat ou des manifestations gratuites organisées par la ville de Liepaja pour les citoyens démunis. Zigrīda utilise une béquille pour atteindre son siège. Elle a obtenu le statut d'invalidé à 100%, ce qui la libère d'une partie de ses frais médicaux. Cependant, les montants à payer pour des consultations et des médicaments grèvent lourdement son budget mensuel de 450 euros, alors que celui-ci doit aussi lui servir à aider ses enfants et ses petits-enfants.

Les soins médicaux de base sont garantis en Lettonie. Dans les cas d'urgence, les chirurgiens opèrent aux frais de l'État. Néanmoins, les patients doivent payer de leur poche une bonne partie des frais médicaux. Les personnes à bas revenu sont vite dépassées par la participation aux coûts, ce qui les conduit à éviter les consultations payantes. Il arrive que des retraités démunis soient obligés de choisir entre acheter des denrées alimentaires au supermarché ou des médicaments à la pharmacie.

Fuite dans la migration

L'après-midi, le pasteur m'emmène dans sa petite voiture à Aizpute, une localité située à 40 km à l'intérieur des terres. Les rues sont pratiquement désertes. Ici et là, un habitant travaille dans son jardin. Il règne un silence de mort. La place, qui voit rarement s'arrêter un bus, ne mérite pas le titre de

gare routière. De l'abri destiné aux voyageurs, il ne reste que des piliers en béton. Des véhicules de chantier occupent un terrain privé. La construction routière offre quelques emplois.

Nous nous arrêtons devant une maison de campagne d'un étage. La façade en bois est neuve, il manque encore les dernières planches sous le toit. Margita, 30 ans, nous accueille. Elle vit entre des parois revêtues d'un badigeon de fortune et des meubles fatigués. Ses deux enfants sont à l'école. Elle est revenue au pays il y a trois ans, pleine de confiance, en espérant que le petit pécule économisé durant son séjour à l'étranger lui permettrait de prendre un nouveau départ. Son mari travaille à Peterborough, en Angleterre, et lui envoie de l'argent, car les 33 euros d'allocations familiales que lui octroie mensuellement la commune sont insuffisants pour vivre. Margita a déjà exercé plusieurs métiers – vendeuse, caissière, employée de bureau. Mais sa situation semble aujourd'hui sans espoir. Émigrée de retour, on la considère comme une étrangère. Il faut avoir des relations pour décrocher un emploi. La jeune femme, qui a grandi à la campagne, déteste l'agitation des grandes villes. Elle envisage pourtant de retourner auprès de son mari à Peterborough, où vivent déjà de nombreux compatriotes. L'émigration persistante fait que la population du pays est tombée en 2015 sous la barre des 2 millions d'habitants.

Le gouvernement letton brille sur la scène internationale grâce à ses excellents chiffres. Après la récession de 2009, le pays a retrouvé le chemin de la croissance. Cependant, ces belles performances économiques ne changent rien à l'absence de perspectives. Les succès revendiqués par le gouvernement sont une mauvaise plaisanterie aux yeux des chômeurs. Le groupe diaconal a tourné une vidéo dans laquelle il cite des ministres qui qualifient la relative pauvreté lettone de problème de luxe : tout le monde ne peut pas partir en vacances deux fois par année. Karina, une collaboratrice du diaconat, se désole de l'attitude trop docile de ses compatriotes : il manque aux Lettons l'esprit protestataire des Grecs, affirme-t-elle. ■

**Udo Bongartz est lecteur invité à l'Académie culturelle lettone, à Riga, et rédacteur du magazine en ligne « Revue de presse lettone »*

(De l'allemand)

Sur le terrain avec...

Patrick Etienne, directeur du bureau de la contribution suisse dans les pays baltes

Après l'approbation en 2007 du crédit-cadre de la Suisse destiné aux nouveaux États membres de l'UE, la DDC et le Secrétariat d'État à l'économie (Seco) ont ouvert un bureau à Riga, afin de concrétiser cette aide dans les trois pays baltes. Ma prédécesseure et deux employées locales ont travaillé pendant quatre ans à mettre sur pied le programme. Lorsque j'ai repris la direction du bureau en 2011, la plupart des projets avaient déjà été approuvés et la phase de mise en œuvre était engagée.

Pour limiter les frais de gestion, qui ne doivent pas dépasser 5% du budget de la contribution, la coopération suisse a alors décidé de gérer ce programme depuis Berne tout en assurant une présence sur place aussi souvent que nécessaire. C'est ainsi que je suis devenu un chef de bureau « volant », une sorte de pendulaire entre Berne et Riga : basé à la centrale de la DDC, je passe en moyenne une semaine par mois dans les pays baltes.

Je fixe les dates de mes déplacements en fonction des besoins, en essayant de concentrer sur ces quelques jours un maximum de rendez-vous. Je dois notamment rencontrer nos partenaires, visiter les projets sur le terrain, participer à des ré-

« Les Suisses et les Baltes se connaissent mal, mais ils ont en réalité beaucoup de points communs. »

unions des comités de pilotage et accompagner des délégations officielles. Notre ambassadeur à Riga, de son côté, assume une grande partie des activités de représentation. C'est souvent lui qui assiste aux cérémonies officielles, comme celles marquant l'inauguration ou la clôture de projets.

Ma fonction exige une certaine souplesse. En cas de crise ou d'événement particulier, je peux être amené à prendre le prochain avion pour Riga. Cela pourrait se produire, par exemple, si des soupçons de malversations planaient sur l'un de nos projets. Heureusement, aucun problème de ce genre n'est survenu jusqu'ici. Nous prenons beaucoup de pré-



DOC

cautions pour éviter tout détournement. Ainsi, nous supervisons très attentivement toutes les procédures d'appels d'offres pour nous assurer de leur conformité et de leur transparence.

Dans les domaines où la Suisse a plus d'expertise que les pays baltes, nous mettons des experts à la disposition de nos partenaires locaux. Généralement, ces collaborations sont fructueuses et très appréciées par les deux parties. En Lituanie, par exemple, nous avons fait appel aux hôpitaux universitaires de Genève et de Bâle pour accompagner un grand projet dans le secteur de la néonatalogie. Il s'agit principalement de moderniser les équipements et les infrastructures obsolètes de 25 maternités et de former le personnel soignant. En Lettonie, l'Établissement vaudois d'assurance contre l'incendie aide à renforcer la prévention et la sécurité en matière d'incendie dans 115 institutions éducatives. Il conseille ces dernières sur le choix des matériaux, l'installation de systèmes d'alarme, la formation du personnel et les mesures d'intervention.

Ces partenariats ont sensiblement renforcé les liens bilatéraux. Les Suisses et les Baltes se connaissent mal, mais ils ont en réalité beaucoup de points communs. Les Baltes aiment le travail bien fait. Leurs pays étant, comme le nôtre, dépourvus de matières premières, ils doivent se montrer inventifs. En vingt ans, ils ont réussi à rattraper le retard accumulé durant la période soviétique et sont perçus comme des modèles pour la façon dont ils ont surmonté la crise économique de 2008. ■

(Propos recueillis par Jane-Lise Schneeberger)

Soutien à trois nouveaux membres de l'UE

Dans le cadre de sa contribution à l'élargissement de l'Union européenne, la Suisse a alloué environ 170 millions de francs aux pays baltes. Cette somme finance la réalisation de huit projets en Lituanie (pour un total de 71 millions de francs), douze en Lettonie (60 millions) et 18 en Estonie (40 millions). La période d'engagement des fonds a duré de 2008 à 2012. Depuis, tous les projets ont été mis en œuvre. Ils seront achevés d'ici mi-2017. Ces activités couvrent une large palette de domaines qui vont de la dépollution de l'environnement à la modernisation du système judiciaire, en passant par l'octroi de microcrédits, l'appui à la recherche et la création de foyers pour orphelins. La DDC et le Seco assument conjointement la responsabilité de ce programme. www.erweiterungsbeitrag.admin.ch, « Pays »

La Lettonie face à la guerre

En ce moment, je collecte des informations pour un livre sur les Lettons qui ont sauvé des vies durant la guerre et l'après-guerre : sous l'occupation allemande, quelques bonnes âmes ont porté secours à leurs concitoyens juifs ; elles ont aidé des prisonniers de guerre russes à s'évader ou caché des Lettons qui, recrutés de force dans l'armée allemande, avaient déserté. Je lis des livres de souvenirs et rends visite à des personnes âgées pour écouter leurs histoires.

Ce travail ne porte guère à l'optimisme. Souvent, je me demande comment on vivait à cette époque. Aujourd'hui, la réalité n'incite pas non plus à l'espoir. La guerre ukrainienne se déroule tout près d'ici et a transformé d'un seul coup notre état d'esprit. Les Lettons ont brusquement perdu le sentiment de s'être libérés une fois pour toutes de l'Union soviétique. Il était illusoire de penser que notre pays était comme une île dans une mer de tranquillité et de paix. Les tempêtes ne s'étaient calmées que provisoirement. Nous vivons dans une zone géographique sensible qui serait de nouveau en première ligne si la situation s'aggravait.

Au début du conflit en Ukraine, une ambiance quasi apocalyptique régnait ici : il ne se passait pas une rencontre entre amis sans que l'on se demande ce qu'il conviendrait de faire si la guerre éclatait chez nous. Des connaissances à moi ont même fait établir des passeports pour leurs enfants mineurs, afin que ceux-ci puissent quitter le pays en cas de nécessité. D'autres diffusaient sur Internet des recommandations sur la manière de survivre dans une grande ville en guerre. Mes amis occidentaux ne comprennent pas ce sentiment d'insécurité – la Lettonie fait tout de même partie de l'UE et de l'OTAN. Les Lettons, eux, se souviennent de l'effondrement aussi brusque qu'inattendu de l'URSS. Ils savent que des choses impossibles peuvent arriver et que n'importe quel scénario est envisageable.

En lisant des souvenirs de réfugiés lettons, je me demande s'il serait possible aujourd'hui – comme à l'automne 1944 – de traverser la Baltique pour gagner l'île de Gotland. À l'époque, quelque 4 000 personnes s'étaient risquées la nuit dans l'eau glacée et avaient rejoint la Suède dans de petites

barques de pêcheurs. Y aurait-il encore assez de bateaux ? Mon cousin prétend que l'on ne pourrait plus s'enfuir nulle part. La mer est certainement sous surveillance et l'on n'irait pas bien loin par voie terrestre, étant donné que derrière la Lituanie se trouve Kaliningrad...

J'ai lu l'interview d'une femme qui, la guerre terminée, avait encore vécu plusieurs mois dans la forêt, où elle soignait des résistants blessés. Ceux-ci espéraient que les alliés occidentaux reviendraient et empêcheraient l'Union soviétique d'occuper les pays baltes. En fin de compte, tous les partisans ont été tués ou faits prisonniers. L'Occident ne voulait pas se lancer dans une guerre contre l'URSS. Quelqu'un pourrait-il encore songer de nos jours à se cacher dans les bois ? Cela n'aurait probablement aucun sens, car des drones retrouveraient n'importe qui, même dans une forêt.



Agnese Luse, 39 ans, a grandi à Rundale, un « village typiquement soviétique » de Lettonie, comme elle dit. Ses parents travaillaient dans le musée du château baroque situé non loin de là. La jeune femme a étudié la langue et la littérature allemandes à Riga, où elle vit toujours. Puis elle a été cheffe de projet à l'Institut de théâtre moderne et au Centre letton d'art contemporain. Après s'être intéressée surtout à la culture contemporaine, Agnese Luse s'est découvert une passion pour l'histoire. Installée à son compte depuis avril dernier, elle fait actuellement des recherches pour un livre de l'écrivaine lettone

Anna Zigure.

Mes parents regardent TV Rain, le canal de l'opposition en Russie. Ils se réjouissent de constater que ce pays compte encore autant de gens raisonnables et clairvoyants. La télévision lettone a diffusé un programme de commémoration pour le 25^e anniversaire de notre indépendance retrouvée – une émission exaltante en dépit de nos problèmes. Reste le sentiment d'insécurité. Peut-être a-t-il un bon côté, car il nous rend conscients de ce que nous avons acquis et de ce que nous pouvons perdre. ■

(Du letton)

Des économies d'énergie en charrettes

Le gouvernement indien veut amener ses architectes et ingénieurs à construire des immeubles moins gourmands en énergie. La DDC lui apporte son soutien, notamment en mettant à disposition des experts qui conseillent les professionnels locaux. Ces derniers peuvent ainsi corriger leurs plans de construction, afin d'améliorer la performance énergétique des futurs bâtiments.



Un chantier de construction à Gurgaon, une ville-satellite de Delhi. En Inde, le boom de la construction pose de sérieux problèmes énergétiques.

(jls) Soucieux de limiter la consommation d'électricité, le ministère indien de l'énergie a fixé en 2007 des exigences minimales de performance énergétique pour les bâtiments commerciaux. Les architectes et les ingénieurs locaux manquent toutefois de l'expérience nécessaire pour appliquer ces critères. Dans le cadre du projet indo-suisse d'efficacité énergétique des bâtiments (BEEP), financé par la DDC, ils apprennent à utiliser de nouveaux outils et méthodes.

Le projet organise des « charrettes de conception intégrée ». Ces ateliers multidisciplinaires de quatre jours visent à réduire la consommation d'électricité de futurs grands immeubles. En analysant les plans, quatre experts suisses et indiens proposent des améliorations au maître d'ouvrage ainsi qu'aux architectes et ingénieurs impliqués dans la construction. « Il est plus efficace d'intervenir durant la phase de planification que si les travaux ont déjà commencé », note Antonia Sutter, chargée de programme à la DDC. Une douzaine de charrettes ont déjà eu lieu et plusieurs bâtiments sont en construction.

Bon rapport coût-bénéfice

Un premier immeuble est terminé. C'est l'Aranya Bhawan, à Jaipur, qui abrite le département des fo-

rêts du Rajasthan. Afin de limiter l'électricité utilisée pour refroidir les locaux, les experts se sont concentrés sur des aménagements qui empêchent la surchauffe du bâtiment : pare-soleil en façade, fenêtres à double vitrage, isolation thermique, réduction de la dimension des baies vitrées, etc. Ils ont aussi recommandé d'installer un système de ventilation plus performant et de mieux utiliser la lumière naturelle. « Cette charrette a montré que l'efficacité énergétique n'engendre pas des surcoûts exorbitants. La construction n'a dépassé que de 3% le budget initial, pour une économie d'électricité d'environ 35% », se félicite l'ingénieur vaudois Pierre Jaboyedoff, chef du projet.

Le BEEP comporte également d'autres composantes. Il organise des séminaires de formation sur des technologies spécifiques. Il élabore des directives pour la conception d'immeubles résidentiels dans les différentes zones climatiques de l'Inde – le premier volume, lancé en août 2014, est consacré aux climats chauds et arides. Un dernier volet du projet consiste à renforcer les capacités de cinq laboratoires indiens pour qu'ils puissent tester des matériaux d'isolation. ■

Une énergie très polluante

La forte croissance économique et l'urbanisation galopante font grimper la demande de courant en Inde. Le parc immobilier, qui consomme déjà 30% de l'électricité produite dans le pays, ne cesse de grossir. La surface bâtie devrait quintupler en 25 ans. Si les nouveaux bâtiments ne sont pas construits de manière à économiser l'énergie, celle-ci va manquer pour répondre à d'autres besoins, notamment pour élargir l'accès à l'électricité dans les zones rurales. L'Inde devra de toute manière augmenter sa production ces prochaines années, ce qui représente un grand défi sur le plan financier, mais aussi environnemental. Les deux tiers du courant sont en effet produits à partir de charbon, une énergie très polluante et responsable d'importantes émissions de gaz à effet de serre.

Des mesures pour réduire la fraude électorale

Le Kirghizstan renouvelle son Parlement cet automne. Le bon déroulement du scrutin est crucial dans un pays qui a connu déjà deux révolutions. La Suisse soutient le renforcement des pratiques démocratiques dans le processus électoral. Elle finance notamment l'installation d'urnes électroniques et la formation des juges appelés à régler des contentieux.



Au Kirghizstan, on teste les nouvelles urnes électroniques qui équiperont les 2500 bureaux de vote du pays lors des prochaines élections.

Virage démocratique

Durant les vingt premières années de son indépendance, le Kirghizstan était doté d'un système présidentiel. Les deux premiers chefs de l'État, Askar Akaïev et Kourmanbek Bakiev, ont imposé des régimes autoritaires, claniques et corrompus. La chute du second, renversé par une révolte populaire en 2010, a marqué le début de la transition démocratique. Les électeurs ont accepté massivement une nouvelle Constitution qui a instauré un régime parlementaire et réduit les pouvoirs du président, dont le mandat de six ans n'est plus renouvelable. Le Kirghizstan est ainsi devenu la première démocratie parlementaire d'Asie centrale. Il prépare actuellement son prochain cycle électoral : des élections parlementaires se tiendront durant l'automne 2015, des municipales en 2016 et des présidentielles en 2017.

(jls) Pendant longtemps, la fraude électorale était une pratique courante au Kirghizstan. Pour gonfler leurs scores, les régimes en place cherchaient à influencer le résultat par tous les moyens : bourrage des urnes, vote de personnes décédées ou absentes, manipulation des listes de votants, etc. Face à ces tricheries, la population avait perdu toute confiance dans le processus électoral.

Dès son élection en 2011, le président Almazbek Atambaev a promis d'organiser durant son mandat un cycle d'élections transparentes et équitables. Par décret, il a annoncé en 2013 la modernisation du système de vote. La première mesure est l'établissement de nouvelles listes électorales, basées sur les données biométriques (empreintes digitales et photographie) des citoyens. Bien que cette technologie suscite beaucoup de méfiance dans la population et que l'enregistrement ne soit pas obligatoire, les autorités avaient déjà collecté en mai dernier les données d'environ

80% des électeurs. L'autre mesure phare de la réforme consiste à doter les bureaux de vote d'équipements modernes, tels que des urnes électroniques, des caméras et des lecteurs d'empreintes digitales.

Course contre la montre

En 2014, le gouvernement kirghize a sollicité l'appui de la communauté internationale pour financer ces nouvelles technologies. Une poignée de donateurs, dont la Suisse, ont répondu à l'appel. Les activités de coopération, lancées au début de l'année, progressent à un rythme soutenu. Le système doit en effet être prêt à fonctionner pour les élections parlementaires de l'automne prochain.

La DDC a promis une aide technique et financière de 1,8 million de francs pour les trois années du cycle électoral qui commence avec ce scrutin. « Nous tenons à soutenir le renforcement

des pratiques démocratiques dans le processus de vote, car des élections libres et équitables sont un facteur de stabilité au Kirghizstan», souligne l'ambassadeur de Suisse René Holenstein. Le projet se réalise en collaboration avec la Commission électorale centrale (CEC), organe étatique chargé d'organiser les élections, ainsi qu'avec des organisations de la société civile et des partenaires internationaux.

Des urnes moins faciles à leurrer

D'ici octobre, les 2500 bureaux de vote du pays recevront des urnes électroniques dotées de scanners optiques. La DDC finance l'acquisition de 216 d'entre elles, destinées à six villes moyennes. L'agence de coopération coréenne (Koica) équipera pour sa part les deux grandes villes, Bichkek et Osh, et l'État kirghize couvrira les zones rurales par ses propres moyens.

L'installation de ces machines va modifier sensiblement les opérations de vote : l'électeur commence par s'identifier au moyen de ses empreintes digitales et de sa carte d'identité ; on lui remet alors un bulletin vierge, qu'il remplit à la main et glisse dans l'urne. L'appareil scanne les bulletins, calcule les résultats et les transmet en fin de journée au serveur central de la CEC. «L'urne électronique n'accepte qu'un bulletin par électeur. Il n'y a donc plus moyen d'en déposer plusieurs à la fois, comme cela se pratiquait fréquemment avec le système manuel», note Bakyt Makhmutov, au bureau de la coopération suisse à Bichkek.

Formation des utilisateurs

Pour que le nouveau système fonctionne, il convient de former ses utilisateurs. Les donateurs financent la mise sur pied de cours à l'intention de tous les organes concernés, depuis les commissions électorales locales jusqu'à la CEC. Les électeurs doivent, eux aussi, se familiariser avec les nouvelles procédures de vote et en comprendre les avantages. La DDC soutient deux ONG locales qui mènent des campagnes de sensibilisation dans tout le pays : par le biais d'émissions de radio ou de télévision, de sites Internet, de posters ou même de SMS, elles renseignent la population sur ces innovations.

Par ailleurs, les deux ONG forment environ 2000 observateurs nationaux. Pour Bakyt Makhmutov, le déploiement de ces derniers est indispensable : «Les révolutions de 2005 et 2010 étaient dues dans une large mesure au sentiment que les élections étaient truquées. Donc, plus il y aura d'observateurs sur le terrain, plus les résultats seront crédibles et les risques de troubles limités.» Ces témoins s'assureront notamment que les nou-



Cet automne, les Kirghizes éliront les 120 membres de leur Parlement unicaméral.

velles technologies sont mises en œuvre correctement.

Les juges s'initient au règlement des litiges

Malgré tout, le déroulement d'un scrutin ou la validité des résultats peuvent donner lieu à des contestations. Or, les juges ne connaissent pas assez bien la législation électorale pour traiter efficacement d'éventuelles plaintes. Avec l'appui de la DDC, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) renforce le système de règlement des contentieux électoraux. Environ 120 juges kirghizes suivent une formation centrée sur la législation électorale et les nouvelles technologies de vote.

Le PNUD organise également des cours à l'intention des groupes les plus susceptibles de saisir les tribunaux, à savoir les partis politiques et les observateurs électoraux. Il leur explique la procédure à suivre pour déposer une plainte ou un recours en bonne et due forme. Vu la complexité de la législation kirghize en la matière, les non-initiés ne sont souvent pas en mesure d'entamer une telle procédure. ■

La Mongolie en guise de modèle

Pour réformer son système électoral, le Kirghizstan s'est inspiré de l'expérience positive de la Mongolie. Ces deux pays se ressemblent beaucoup. Leur niveau de développement est équivalent et tous deux ont connu par le passé des troubles politiques déclenchés par les fraudes électorales. Dès 2011, la Mongolie a remplacé les anciennes cartes d'identité par de nouvelles, qui contiennent les données biométriques du titulaire, et a constitué sur cette base des listes électorales fiables. Elle a équipé ses bureaux de vote de lecteurs d'empreintes digitales et d'urnes électroniques. Le nouveau système a considérablement réduit les risques de fraude. L'an dernier, une délégation officielle kirghize s'est rendue à Oulan-Bator pour s'informer sur les procédures mises en place.

DDC interne



DDC

Promotion du secteur privé (tne) Le taux de chômage des jeunes atteint actuellement 55% au Kosovo. Les 36 000 adolescents qui arrivent chaque année sur le marché du travail ont ainsi énormément de peine à trouver un emploi. Afin de détendre la situation, la DDC soutient les PME du pays : un secteur privé performant a pour effet de stimuler le développement économique et la création d'emplois. De plus, ce projet doit inciter les entreprises des industries touristique et alimentaire à commercialiser désormais des produits et des services plus diversifiés et de meilleure qualité. Il accorde une attention particulière à l'intégration des femmes dans le marché du travail.

Durée du projet : 2014-2017
Volume : 7,13 millions CHF

Reconstruction en Ukraine (mpe) Dans le Donbass, à l'est de l'Ukraine, quinze villages frappés par la guerre bénéficient d'une aide internationale pour se reconstruire. Cette action de grande envergure – mais limitée à des territoires contrôlés par Kiev – est due à une initiative du Programme des Nations Unies pour le développement. La DDC et l'agence de développement suédoise en financent, chacune pour moitié, les composantes locales de gouvernance et de réconciliation. Il s'agit en priorité de rétablir

les structures communales pour que la population puisse reprendre une vie sociale normale. Le Japon prend à sa charge la réhabilitation des infrastructures, qui se chiffre à 9,8 millions de dollars. Des négociations sont en cours avec la Norvège et l'UE pour le financement d'une composante économique, à hauteur de 7,8 millions de dollars.
Durée du projet : 2015-2018
Volume : 1,5 million CHF

Un caoutchouc de qualité (vsj) Dans l'État Môn, au sud-est du Myanmar, le caoutchouc est produit essentiellement par de petites exploitations agricoles. Ce modèle contraste avec les plantations industrielles d'hévéas qui prédominent dans le reste du pays et dans la région du Mékong, avec des incidences négatives sur la vie des populations rurales. Cependant, les petits paysans de l'État Môn se trouvent confrontés à plusieurs problèmes, en particulier les mesures d'expropriation dont ils sont victimes, leur faible productivité et la qualité médiocre du caoutchouc qu'ils mettent sur le marché. Un projet de la DDC vise à améliorer les revenus des paysans et à faciliter leur accès à la terre, en les aidant à produire un caoutchouc de qualité supérieure.

Durée du projet : 2015-2017
Volume : 4,5 millions CHF



Offroad Reports

Une nourriture saine et diversifiée

(hsf) En Zambie et en Ouganda, la DDC aide des petits paysans à diversifier leur production. Son but est d'améliorer la situation nutritionnelle dans les zones rurales aussi bien qu'en ville. Le projet « Nourriture durable pour tous » vise à promouvoir une alimentation saine en élargissant l'offre de fruits et de légumes, contribuant ainsi à combattre les déficits nutritionnels de la population. Pour y parvenir, il doit notamment sensibiliser les consommateurs et les décideurs à l'importance d'une alimentation équilibrée, ce qui devrait accroître la demande de denrées produites par des petits paysans. Les expériences tirées de la première phase du projet, portant sur une population de 350 000 personnes, serviront de base à l'établissement de règles nationales et internationales.
Durée du projet : 2015-2017
Volume : 3 millions CHF

Droits de l'homme au Honduras

(vsj) La situation des droits de l'homme au Honduras – pays affichant le taux d'homicides le plus élevé du monde – est inquiétante. Les pauvres sont particulièrement concernés par la violence, du fait qu'ils n'ont pas les moyens de se défendre et que les bandes criminelles recrutent la majorité de leurs membres dans les quartiers déshérités. En juin dernier, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a ouvert un bureau à Tegucigalpa, la capitale. Cette représentation est financée en



Thomas Jenatsch/DDC

majeure partie par la Suisse. Elle a pour vocation d'améliorer le respect des droits de l'homme par une application plus systématique des normes internationales en matière d'État de droit et d'aider la société civile à faire valoir ces droits. Il s'agit en particulier de combattre l'impunité dont bénéficient couramment les actes de violence.

Durée du projet : 2015-2017
Volume : 2,1 millions CHF

Soutien au cinéma du Sud et de l'Est

(hsf) Le fonds suisse Visions Sud Est (VSE) soutient des productions indépendantes de films en provenance d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et d'Europe de l'Est. Il a été créé à l'initiative de la fondation Trigon-Film et du Festival de films de Fribourg, avec la collaboration de Visions du Réel à Nyon et le soutien de la DDC. Dans les pays pauvres, la création culturelle indépendante reçoit peu d'aide des pouvoirs publics. L'action du VSE vise également à renforcer indirectement les processus de démocratisation, de développement durable et de quête identitaire. Ce fonds finance la production et la réalisation de longs métrages. Il s'implique dans leur diffusion à l'échelle mondiale, par exemple à l'occasion de festivals internationaux.

Durée du projet : 2014-2018
Volume : 1,6 million CHF

Une ressource oubliée au fond des latrines

Dans les pays en développement, des millions de personnes meurent chaque année de maladies causées par l'absence d'installations sanitaires appropriées. Grâce à des approches alternatives, les urines et les excréments humains ne sont toutefois plus seulement un problème d'hygiène et de santé. Traitées de manière spécifique, ces substances deviennent un fertilisant précieux ou un excellent combustible. De Luca Beti.



Linda Strand

Nouvelles technologies dans les bidonvilles : les toilettes Blue Diversion ne sont pas seulement plus hygiéniques ; elles génèrent aussi des revenus par le recyclage de l'urine et des excréments.

À Dübendorf, dans la périphérie de Zurich, on module l'avenir. Dans un grand pavillon de l'Institut de recherche de l'eau du domaine des EPF (Eawag), une colonne bleue, qui ressemble à une pompe à essence, se dresse parmi une multitude d'engins sophistiqués. Les toilettes Blue Diversion sont une petite révolution en matière d'installations sanitaires, car on peut s'y essuyer soit avec du papier, soit avec de l'eau. Après avoir servi à se laver les mains ou les parties intimes, celle-ci est purifiée et débarrassée de ses germes pathogènes, avant d'être réutilisée.

Jusqu'ici, on connaissait les latrines sèches Ecosan, qui séparent les excréments des urines afin de les recycler. Toutefois, ce modèle ne répond pas aux besoins de tous les utilisateurs. « Dans les cultures hindoue et musulmane, le nettoyage du corps a une fonction rituelle, en plus de l'hygiène. Laver ses parties intimes avec de l'eau est aussi un acte de purification », explique l'anthropologue sociale Petra Kohler.

La diarrhée tue plus que le sida

Environ 2,4 milliards de personnes, soit le tiers de la population mondiale, n'a pas accès à des toilettes dignes de ce nom. Un milliard d'entre elles font leurs besoins en plein air. Ces chiffres cachent des conditions de vie très précaires qui obligent les gens à déféquer dans des fossés, au bord de la route ou dans des sacs en plastique, contaminant ainsi l'environnement et l'eau. « Les bactéries et agents pathogènes présents dans les excréments sont les pires, car ils sont spécifiques à l'être humain », rappelle Claudio Valsangiacomo, membre du Corps suisse d'aide humanitaire (CSA).

Au niveau mondial, la diarrhée tue chaque année plus d'enfants de moins de 5 ans que le sida, le paludisme et la tuberculose réunis. « Une eau propre et des installations sanitaires adéquates sont les mesures de prévention les plus efficaces pour réduire la mortalité. »

Selon Marc-André Bünzli, qui dirige le groupe spécialisé « Eau et assainissement » au sein du CSA,

Un prototype en attente d'investisseurs

Les toilettes Blue Diversion ont été développées par l'Eawag en collaboration avec le bureau de design autrichien EOOS et l'Université Makerere en Ouganda. Elles ont obtenu l'an dernier le prix de l'innovation décerné par l'Association internationale de l'eau. Ce système réunit les atouts des toilettes sèches et le luxe d'un circuit d'eau autonome. Il est équipé d'une chasse d'eau, d'un lavabo et d'une douchette pour l'hygiène anale. Les concepteurs ont veillé à ce que sa fabrication industrielle soit simple et bon marché. Grâce au recyclage des excréments, le projet Blue Diversion devrait s'autofinancer. Les premiers tests, réalisés en Ouganda et à Nairobi, ont démontré la validité du prototype. Reste maintenant à trouver des investisseurs pour assurer sa production à grande échelle. www.bluediversiontoilet.com



Linda Strand

À Kampala (Ouganda), des camions-citernes aspirent les boues fécales dans les quartiers et les transportent vers un centre de collecte où elles sont traitées.

l'heure d'un changement de paradigme est venue. Il faut cesser de considérer les excréments humains uniquement comme un problème et réaliser que c'est aussi une ressource exploitable. « Certes, ce sont des bombes bactériologiques potentiellement dangereuses, mais il existe des solutions technologiques pour les rendre inoffensives et transformer ces déjections en richesse. »

Des solutions adaptées au contexte

En Chine, au Japon et au Vietnam, les excréments humains servent de fertilisants depuis fort longtemps, sans que cela soit associé à un quelconque tabou. Dans ces trois pays, on trouve de véritables champions du recyclage des matières fécales. La densité de population et l'agriculture intensive ont forcé les populations rurales à considérer que les déjections humaines font partie intégrante du cycle naturel des substances nutritives.

De son côté, l'Eawag investit depuis des années dans la recherche et le développement de technologies appropriées et durables en matière d'assainissement. Il vise ainsi à améliorer les conditions de vie dans les pays en développement. « Le système qui comprend des toilettes dotées d'une chasse d'eau, un réseau d'égouts et une station d'épuration fonctionne au Nord, mais il ne peut pas s'exporter partout dans le Sud. C'est pourquoi nous devons trouver des technologies adaptées au contexte socioéconomique des pays en développement », explique Moritz Gold, du Département pour l'eau

et l'assainissement dans les pays en développement (Sandec) de l'Eawag. En Suisse, le système de canalisation et la gestion des eaux usées coûte presque 1,7 milliard de francs par an. « Notre objectif est de mettre au point, au moyen de technologies appropriées, des produits recyclés, comme de l'engrais ou du biogaz, susceptibles de générer un revenu économique », indique Christian Zurbrugg, chef du Sandec. « L'idée est de résoudre un problème sanitaire lié au manque de toilettes, en créant un modèle de développement qui s'autofinance et ne pèse pas sur les fonds publics. »

Des produits économiquement durables

Le produit final peut prendre des formes diverses : engrais utilisable dans l'agriculture, biogaz destiné à la production d'électricité, matière première pour la fabrication de matériaux de construction, pellets pour les hauts-fourneaux industriels. « Avant de formuler une proposition, nous faisons une étude de marché, afin de comprendre quels produits sont demandés dans une ville ou une région », précise Moritz Gold. En collaboration avec d'autres partenaires, l'Eawag a analysé le contenu calorifique des boues fécales dans trois capitales africaines : Dakar (Sénégal), Kampala (Ouganda) et Accra (Ghana). Il a vérifié s'il existe une demande locale pour ce combustible et si on peut techniquement l'utiliser sur place pour fabriquer du ciment ou d'autres matériaux de construction. « Environ 45% des entreprises interrogées se sont déclarées intéressées à

Du compost sûr

Dans certaines régions de Chine, du Sud-Est asiatique et d'Afrique, les excréments humains sont répandus sur les sols sans aucun traitement préalable. Cette méthode comporte des risques importants de contamination. Au lieu de les disperser directement, il est possible de mélanger les déjections avec d'autres matières organiques. Le compostage s'effectue en deux temps. Durant la phase active, la température atteint 60-70° C, éliminant ainsi les agents pathogènes. Puis elle descend à environ 40° pendant la phase dite de la maturation. Afin de respecter les directives de l'OMS relatives aux quantités d'œufs de vers présents dans le compost, qui transmettent des maladies infectieuses parasitaires, ce processus doit durer au moins huit semaines.



Une fois séchées, les boues fécales sont transformées en combustible, par exemple sous la forme de pellets, puis vendues à l'industrie.

utiliser cette source d'énergie alternative», note Moritz Gold.

En produisant des pellets à partir de boues fécales, les chercheurs visent à développer un modèle économique capable de générer un revenu suffisant pour financer l'ensemble de la filière, depuis la collecte de la matière première jusqu'au produit final. Pour Marc-André Bünzli, du CSA, ce projet ne respecte pourtant pas un principe naturel, celui du cycle des substances nutritives. « Utiliser la biomasse pour faire fonctionner des fours industriels est une aberration biologique. On est en train de brûler des substances nutritives précieuses en agriculture », affirme-t-il. « À l'avenir, le phosphore va se raréfier. Pour enrichir les terres agricoles, nous devons trouver une parade aux engrais industriels. »

Un changement de perspective qui prend du temps

La réutilisation d'excréments humains sous forme d'engrais dans la production agroalimentaire est très controversée. Elle se heurte à de nombreux tabous culturels et religieux. « Les musulmans et les hindous refusent de fertiliser des produits alimentaires à l'aide de matières fécales et d'urine, car cela signifie que la nourriture aura été en contact avec un produit sale », rappelle l'anthropologue Petra Kohler. « En Inde, par exemple, le nettoyage des toilettes publiques est confié aux intouchables ou Dalits, une communauté considérée comme impure. »

Les tabous, les traditions et les rites représentent parfois des obstacles insurmontables. L'introduction de toilettes Ecosan en Ouganda s'est heurtée à la superstition et à la crainte que les excréments ne soient utilisés pour pratiquer la magie noire. « Il est plus facile de trouver des solutions à de tels problèmes par des approches anthropologiques et culturelles qu'avec de nouvelles technologies », soutient Claudio Valsangiacomo. « Mais lorsqu'elles sont acceptées sur le plan culturel, les technologies se diffusent très rapidement parmi la population. Pensez au téléphone portable. »

Pour sa part, Christian Zurbrugg remarque que l'on découvre peu à peu le potentiel des excréments humains recyclés. « Dans les pays du Sud, les autorités se sont inspirées jusqu'ici du modèle occidental, axé sur le réseau d'égouts, pour résoudre le problème de l'assainissement. Lentement, elles commencent à examiner d'autres solutions, mieux adaptées à leur situation socioéconomique. De grands bailleurs de fonds multilatéraux, comme la Banque asiatique de développement ou la Banque mondiale, financent aujourd'hui des approches alternatives. » Entretemps, dans la fabrique à idées de Dübendorf, l'avenir dépeint par le chef du Sandec se dessine déjà : c'est une sorte de pompe à essence bleue, où l'on pourra faire le plein de confiance pour relever le défi de l'assainissement dans les pays du Sud. ■

(De l'italien)

De l'engrais liquide à partir de l'urine

Une nouvelle technique permet d'obtenir un engrais liquide à partir de l'urine. Elle a été mise au point par l'institut de recherche Eawag en collaboration avec l'Université du KwaZulu-Natal à Durban (Afrique du Sud), la municipalité de cette ville ainsi que les EPF de Zurich et de Lausanne. Le procédé a été testé avec succès au siège de l'Eawag à Dübendorf, où des toilettes séparant l'urine des excréments sont installées depuis 2005. Les deux dispositifs pilotes déployés à Durban ont produit des résultats encourageants. Le projet a mis en évidence la possibilité d'obtenir, à partir de l'urine, un produit recyclé de grande qualité. En outre, ce concept stimule l'entrepreneuriat local tout en améliorant les systèmes sanitaires dans les zones d'habitation.
www.eawag.ch, chercher « urine »

Confessions d'un réfugié hypothétique

Il existe des catégories de personnes auxquelles l'on ne voudrait jamais appartenir : les malchanceux, ceux qui sont nés au mauvais moment au mauvais endroit, les nécessiteux, etc. C'est dans l'une de ces catégories que je classais naguère les « réfugiés ». Soit parce qu'ils fuient un conflit armé, soit parce qu'ils sont persécutés pour des raisons politiques ou autres, ces gens sont obligés de quitter leur maison et d'aller frapper à la porte d'autrui. En quarante ans, jamais il ne m'est venu à l'idée de m'identifier au concept de réfugié. Même pas en théorie !

Depuis que la guerre a éclaté dans l'est de l'Ukraine, il nous arrive pourtant d'envisager cette éventualité. Nous le faisons certes en toute sécurité : dans un bar ou lors d'une fête avec des amis. C'est un peu le fantasme de jeunes bourgeois aisés songeant à une menace inexistante. Pendant que les uns échafaudent des scénarios, d'autres passent toutefois à l'action : il paraît que de riches Lituaniens ont déjà transféré leurs capitaux vers des régions plus sûres d'Europe.

Certains tentent de se défaire de biens immobiliers superflus pour déposer l'argent dans une banque suisse et pouvoir en disposer si les choses devaient mal tourner. Presque toutes mes connaissances ont préparé une liasse de billets, afin de subvenir à leurs besoins durant les premières semaines de leur exil. En plaisantant à moitié, nous demandons à nos proches qui vivent à l'étranger s'ils seraient prêts à nous accueillir. Nous n'osons pas aborder le sujet sérieusement et ils ne pensent pas qu'une telle chose pourrait advenir. Nous ne voulons pas non plus y croire, mais il faudrait toujours se préparer au pire. Nous jouons dès lors à un jeu que nous ne connaissons pas : « Et si c'était la guerre ? »

Il y a peu, une Ukrainienne de Kharkiv m'a parlé d'une amie de Donetsk qui a fui quand la guerre a éclaté dans le Donbass. Elle a passé plusieurs semaines chez des parents à Kharkiv, à Odessa, en Crimée... Peu à peu, ses économies ont fondu et la générosité de ses proches s'est épuisée elle aussi. Elle est alors

retournée dans sa ville, ravagée par la guerre. Il y a quelques années à peine, cette femme ne se serait jamais imaginée dans la peau d'une réfugiée. Finalement, elle n'a même pas réussi à le devenir.

L'hiver dernier, j'ai été invité à Grenoble pour la première de l'une de mes pièces. Je séjournais dans un quartier d'immigrés. Propriété d'un organisme culturel local, l'appartement était propre, rénové et possédait une entrée indépendante fermant à clé. Mes voisins étaient des migrants venus d'Afrique et d'Asie. J'ai tenté d'imaginer que je devrais vivre ici, pas seulement durant trois jours, mais pour une période indéterminée, dans un logement qui m'aurait été attribué, à moi le réfugié, par le service social. Et que je n'avais rien d'autre que cette tanière. À ce moment-là, j'ai commencé à détester tout ce qui m'entourait – l'appartement, le quartier, Grenoble et le paysage alpin qui m'était étranger.

En regardant le journal télévisé, je me représente le visage de ces Africains « chanceux », trempés jusqu'aux os, qui débarquent de leurs épaves sur les côtes de l'Europe dont ils ont tant rêvé. Notre fuite serait sans doute moins périlleuse : nous partirions vers l'ouest à bord de nos voitures et de nos véhicules tout-terrain. Peut-être aurions-nous encore des comptes en banque et des cartes de crédit valables, qui nous assureraient une existence tout à fait confortable pendant les premiers mois. Tout comme la femme de Donetsk qui s'est installée provisoirement à Kharkiv ou à Odessa, nous serions des réfugiés de l'intérieur. Nous n'aurions pas à demander l'asile politique, ni à loger dans des camps de réfugiés, ni à



Marius Ivaskевичius, 42 ans, fait partie de la nouvelle génération d'écrivains lituaniens. C'est l'un des auteurs contemporains les plus importants de son pays. Il a déjà publié huit ouvrages, dont certains ont été traduits dans d'autres langues. Pour l'instant, seule la pièce *Le Voisin* existe en français. Elle a été publiée en 2003 par les Presses universitaires de Caen dans un ouvrage intitulé *Deux dramaturges lituaniens*. Très éclectique, Marius Ivaskевичius est également journaliste, scénariste de courts-métrages, dramaturge, réalisateur de documentaires et metteur en scène. Il a écrit le scénario et mis en scène lui-même son dernier film, *Santa*, distribué dans les cinémas l'an dernier. Il vit et travaille à Vilnius.

vendre des babioles en plastique sur les parkings. Nous pourrions circuler librement sur un continent que nous connaissons déjà et que nous considérons comme le nôtre. Bref, nous serions des réfugiés privilégiés, probablement les plus heureux de toute l'histoire des réfugiés. Mais cela ne nous consolerait pas. Car nous continuerions d'appartenir à cette catégorie de personnes à laquelle la majorité ne souhaiterait jamais s'identifier. Nous ne serions plus vraiment chez nous.

Je ne veux pas songer à l'enfer que les migrants africains ont laissé derrière eux, afin de tout risquer, même leur vie, pour devenir de véritables réfugiés. ■

(Du lituanien)



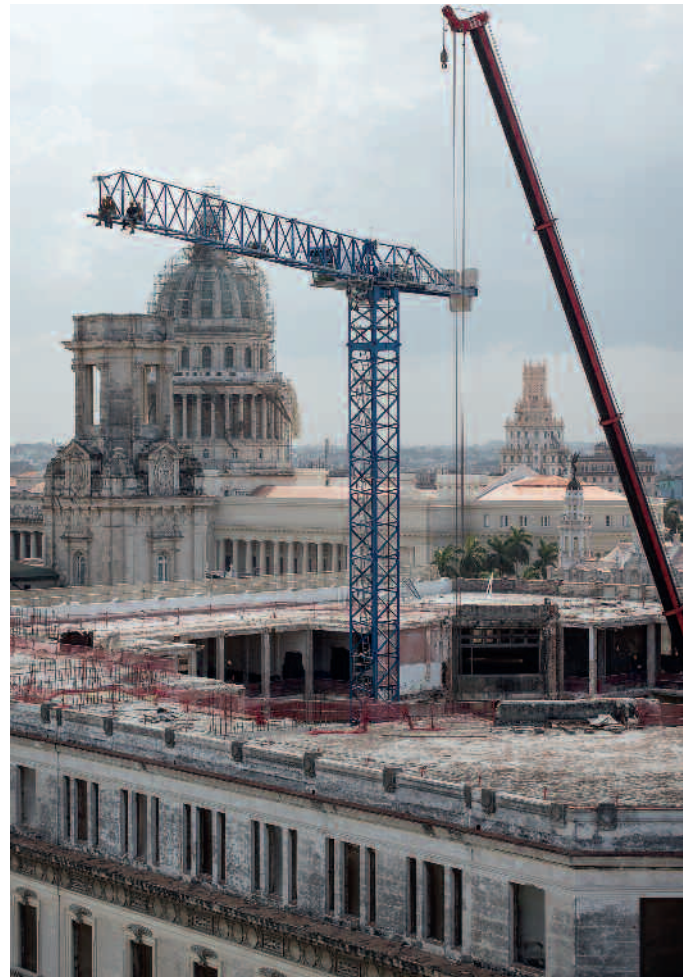
Laurent Cocchi

Débats autour d'une vieille ville convoitée

Deux mondes s'entrechoquent dans le centre historique de La Havane: d'un côté, ce site inscrit au patrimoine culturel mondial de l'Unesco attire les touristes avec ses façades et ses hôtels rénovés; de l'autre, les habitants luttent contre le délabrement de leurs maisons et pour avoir le droit de rester dans la vieille ville. D'Andrea Müller*.



Tanja Lander (2)



Investissements dans la préservation du patrimoine cubain: les recettes du tourisme financent les rénovations les plus urgentes dans la vieille ville de La Havane.

«Somos Cuba» (nous sommes Cuba). C'est ce qu'annonce un écriteau en bois, peint à la main, suspendu à l'entrée d'une maison vétuste dans la vieille ville coloniale de La Havane. Une flèche dirige le visiteur au premier étage. Par un escalier de pierres irrégulières, on arrive directement dans la cuisine de Vladimir Zamora. Le propriétaire de ce petit restaurant aménagé avec goût est en train de flamber des tranches d'ananas. Des flammes s'élèvent au-dessus de la poêle grésillante. Puis

M. Zamora dispose les fruits avec soin sur une assiette, il sort du réfrigérateur une cannette de bière Bucanero et la pose sur la table: «C'est la maison qui offre», annonce gaiement le patron en prenant place à côté de ses clients. Vladimir Zamora a ouvert ce restaurant il y a deux mois et les affaires marchent de mieux en mieux. Il désigne fièrement le toit plat d'une vieille remise dans la cour intérieure: «Je vais bientôt aménager une terrasse là-dessus» explique-t-il. Cet homme, qui élève seul ses

deux fillettes, met toute son énergie dans le restaurant. Il y sacrifie toute sa vie privée. Derrière la porte de la cuisine se trouve une minuscule pièce sans fenêtre tout juste assez grande pour accueillir les deux lits sur lesquels traînent quelques vêtements. C'est là que vit la famille. Ses toilettes, placées derrière une porte coulissante improvisée, sont également à la disposition des clients.

Afflux de touristes

À l'instar de M. Zamora, les

Havanais sont toujours plus nombreux à prendre leur vie en main. Depuis les réformes économiques de 2011, les particuliers sont autorisés à fonder une entreprise. Et comme Cuba attire de plus en plus de touristes du monde entier, on voit se multiplier dans La Habana Vieja – le cœur historique de la capitale – les cafés ainsi que les boutiques d'art et de souvenirs. Selon les informations données par le gouvernement, environ un million de touristes ont visité l'île au cours des trois premiers



Tanja Lander

La restauration de la vieille ville de La Havane procure des revenus à certains artisans, comme les ferronniers d'art.

mois de l'année, ce qui représente une augmentation de 14% par rapport à 2014. La vieille ville de La Havane et son système de fortifications datant du 16^e siècle ont été inscrits en 1982 au patrimoine mondial de l'Unesco. De nos jours, toute visite de Cuba inclut obligatoirement une balade à travers les grandes places dont la conception est typique de l'ère coloniale.

Cependant, cette richesse architecturale est en piteux état. De nombreuses maisons sont surpeuplées, tombent en ruine et doivent être évacuées. Si la vieille ville produit un effet romantique sur le visiteur, sa conservation représente un travail herculéen pour les habitants et pour les autorités. Cela non seulement parce que les rénovations deviennent toujours plus

urgentes, mais aussi en raison de la pression croissante exercée par la branche touristique sur le centre historique qui risque de se transformer progressivement en quartier-musée. Le Bureau de l'histoire de la ville de La Havane (OHCH), institution publique responsable de la rénovation, tente par conséquent d'assurer la sauvegarde du patrimoine

bâti tout en permettant aux 88 000 habitants de la vieille ville de continuer à y vivre. Le tout est financé surtout par les recettes du tourisme, que l'OHCH génère lui-même.

La ruelle des coiffeurs

Il n'en reste pas moins que les ressources disponibles pour ce grand projet sont maigres. L'OHCH a besoin de la collaboration de la population locale. Il bénéficie en outre d'une aide apportée par la coopération internationale, dont celle de la Suisse. Peter Sulzer, chef du bureau de la coopération de la DDC à La Havane, explique que les habitants discutent de leurs besoins et élaborent leurs propres projets dans le cadre de forums publics.

Le Callejón de los Peluqueros (ruelle des coiffeurs) est un exemple typique et remarquable de ces initiatives privées : Gilberto Valladares, surnommé Papito, avait au départ l'idée d'aménager dans son salon de coiffure un petit musée sur l'histoire de cette profession. Il s'est associé à ses voisins pour assainir la ruelle et lui redonner vie. On y trouve aujourd'hui des cafés et des restaurants où tout le monde discute art capillaire, ainsi qu'une école de coiffure à l'intention des jeunes. Cette rue est devenue un lieu emblématique, mais l'idée ne peut pas être transposée telle quelle dans d'autres parties de la vieille ville. Mayra Espina, responsable du programme à la DDC, est consciente de la problématique : « Un projet de restauration ne saurait se limiter à l'aspect architectural et à la valeur que revêt la vieille ville pour le tourisme, car cela reviendrait à expulser la population qui l'occupait au départ. » La Suisse entend contribuer à maintenir en vie La Habana Vieja, résume la sociologue.



Tanja Lander



Tanja Lander (3)



Petits entrepreneurs : Vladimir Zamora dans la cuisine de son restaurant, deux jeunes cordonniers qui proposent leurs services dans la rue et un dessinateur de BD qui vend ses œuvres aux touristes.

Un difficile numéro d'équilibre

Pour David Cruz**, qui suit une formation de ferronnier d'art, la rénovation de la vieille ville est importante dans la mesure où elle lui procure du travail. Mais pas seulement : ce jeune artisan est fier que sa ville ait obtenu le label « Patrimoine mondial ». Son atelier – qui bénéficie du soutien de l'OHCH – se trouve dans le centre touristique. Comme la plupart des Cubains, David Cruz voit surtout les chances offertes par le récent bouleversement économique. Cependant, il perçoit aussi la violence du choc entre deux mondes : « Je ne vais pas dans les beaux cafés qui se trouvent sur les places. Ils sont trop chers

pour moi. » Il ajoute : « Avec tous ces touristes, nous nous sentons parfois un peu comme des animaux dans un zoo. »

Certaines voix critiques estiment que le tourisme a déjà pris trop d'importance. Le rappeur Jorgito Kamankola en fait partie. Sa chanson *Con la lengua afuera* (avec la langue pendante) le dit clairement : « Les Cubains doivent transpirer pour faire le bonheur du touriste. »

Problèmes de ravitaillement

Il y a aussi des signaux d'avertissement. Sur une porte en bois verrouillée de la rue San Ignacio, qui menait autrefois au quartier chaud, on peut lire « Fermé pour cause de manque

d'eau. » Autochtones et touristes doivent patienter quatre jours avant de pouvoir à nouveau obtenir un sandwich ou un café dans ce petit snack-bar. Avec des hôtels et des pensions qui affichent toujours complet, les infrastructures de la capitale touchent à leurs limites. Les pénuries d'eau et de denrées alimentaires sont récurrentes. Certes, le ravitaillement en nourriture et en produits de consommation courante n'a jamais été simple à Cuba, tributaire des importations, mais cette problématique tend à s'aggraver. Mayra Espina évoque un exemple tiré de la vie quotidienne : « Comme les hôtels font des réserves, il est impossible, certains jours, de trouver

du papier WC. » Selon elle, il est difficile d'estimer dans quelle mesure l'ouverture de Cuba et la normalisation annoncée des relations avec les États-Unis changeront la vie des citoyens. Mais M^{me} Espina en est convaincue : « La pression visant à impliquer tout le monde ira en augmentant. Quoi qu'il en soit, l'ouverture est positive, car elle crée de nouvelles perspectives. Il est évident que défis et possibilités iront toujours de pair. »

Les enfants de La Havane jouent toujours aux billes dans les rues où des touristes prennent des photos-souvenirs. Toutefois, les habitants se voient une fois de plus confrontés à un obstacle de taille, qu'ils s'efforcent de surmonter en appliquant leurs propres recettes. Vladimir Zamora n'aurait pas pu trouver un meilleur nom que « Somos Cuba » pour son restaurant. ■

*Andrea Müller est une journaliste indépendante zurichoise. Elle est spécialisée sur l'Amérique latine.

**Nom d'emprunt

(De l'allemand)

Service

Musique



Mission percutante
(er) Mélodies polyphoniques chantées par des voix masculines pleines d'émotion, pulsations parfois répétitives des accords de cordes africaines, solos de guitare ébouriffants, envolées puissantes de la

basse et galop entraînant de la percussion – tel est le *Desert Punk Blues* que jouent Garba, Aliou, Oumar et Nathanaël. Ces jeunes musiciens ont fui la terreur fanatique des islamistes dans le nord du Mali et l'interdiction de faire de la musique, pour s'installer dans la capitale Bamako. Ils ont fondé le quatuor Songhoy Blues. Dans ce premier album enregistré en exil, ils racontent en français et en songhaï, leur langue maternelle, la vie quotidienne de leur patrie marquée par la guerre et l'espoir d'un avenir meilleur. Cette mission musicale à la fois percutante et harmonieuse en faveur de la paix vaut au groupe toujours davantage de fans, ce qui n'a d'ailleurs pas échappé aux programmeurs du Montreux Jazz Festival de cette année.

Songhoy Blues: « *Music in Exile* » (Transgressive Records/Pias)

Souvenirs de la guerre du Vietnam

(er) La guerre du Vietnam (1955-1975) a fait près de 3 millions de victimes. Les blessures et les cicatrices causées par ces sanglants affrontements sont abordées par les Hanoi Masters, un groupe de musiciens vietnamiens dont certains avaient chanté à l'époque sur le front pour soutenir le moral de leurs concitoyens combattants. Leurs sombres souvenirs ont fait l'objet du bouleversant document sonore *War is a Wound, Peace is a*



Scar, dédié aux morts pour la patrie, que l'ethnologue américain Ian Brennan a enregistré sur place dans le nord du Vietnam. On y découvre le timbre légèrement nasal de chaudes voix d'hommes ou la gracieuse délicatesse d'aigus féminins, sur un fond sonore déployant des rythmes fascinants. Ceux-ci sont donnés par des instruments à moitié oubliés au Vietnam même. Le tout crée une ambiance poignante à force de superbe impassibilité parsemée d'accents parfois élégiaques.
Hanoi Masters: « *War is a Wound, Peace is a Scar* » (Glitterbeat/Indigo)

Swing cosmopolite

(er) Fondé en 2002 à Almada, dans la banlieue de Lisbonne, le groupe OqueStrada se produit aujourd'hui devant des salles comblées. Cette formation de six

musiciens a joué notamment lors de la cérémonie organisée à Oslo en 2012 pour la remise du prix Nobel de la paix. Son nom est la contraction des mots portugais *orquestra* (orchestre) et *estrada* (rue). OqueStrada sort maintenant son deuxième album. Les rythmes agiles et fugaces de la contrebassine flirtent avec les accords harmonieux de la guitare portugaise à douze cordes, les envolées désinvoltes de l'accordéon, des solos de guitare aériens et les doux éclats de la trompette. Le groupe explore les styles les plus variés : funaná et morna du Cap-Vert, musique brésilienne, chanson à texte et pop portugaise. Le fado est aussi au rendez-vous. La chanteuse Marta Miranda ajoute sa voix claire à ce swing cosmopolite. Elle interprète avec passion des textes en portugais, anglais, français et créole cap-verdien, qui parlent de la vie de gens simples.

OqueStrada: « *AtlanticBeat – Mad' in Portugal* » (Jaro)

Être jeune dans un township

(gn) Katlehong – qui signifie « progrès » en sotho – est un township sud-africain caractéristique : des baraques de fortune, des rues poussiéreuses, la pauvreté omniprésente. Jerry Zwane y dirige une troupe de danse, nommée Taxido, qui offre aux jeunes non seulement un refuge, mais également une école de vie. Tel est du moins son objectif, comme le montre le documentaire *Life in Progress*. La réalisatrice zurichoise Irene Loebell y décrit la vie de trois membres de la troupe, des jeunes appartenant à la première génération de Sud-Africains qui n'ont pas connu le régime de l'apartheid : Tshidiso, un boute-en-train qui se vante d'avoir onze copines, Seipati, enceinte à 16 ans sans l'avoir voulu, et Venter qui tient absolument à faire des études



pour échapper à la misère. La voix off d'Irene Loebell questionne ces trois protagonistes sur leurs rêves. Elle leur conseille de faire le test du sida, les oriente dans la recherche de leurs pères disparus. Pendant quatre ans, la cinéaste a régulièrement rendu visite, caméra en main, aux jeunes de Katlehong.

Irene Loebell: « *Life in Progress* », documentaire, 99 minutes, 2014 ; DVD à commander auprès de info@filmbringer.ch ; www.lifeinprogress.ch

Le sel de la vie

(wr) Il paraît que le sel le plus blanc du monde se trouve dans le Rann de Kutch, un territoire de 5000 km² situé au nord-ouest de l'Inde. Durant la mousson, l'eau recouvre entièrement ces marais salants. Malgré tout, des milliers de sauniers reviennent année après année. Ils s'installent pendant la saison sèche dans cette étendue désertique pour en extraire le sel. La cinéaste indienne Farida Pacha et le caméraman suisse Lutz Konermann ont suivi des sauniers durant toute une année. Ils en ont tiré un film méditatif, *Mon nom est sel*. Le portrait de Sanabhai et de sa famille témoigne de leur dignité et du soin qu'ils apportent à l'extraction du sel. Deux des enfants de Sanabhai vont



dans une école ouverte récemment par une ONG. Chaque jour, après leur travail matinal dans les salines, ils prennent leur vélo pour se rendre dans cette cabane en plein désert, entourée de fleurs en papier plantées par les enfants.

Farida Pacha: « Mon nom est sel », DVD et livret, édition Trigon-Film 2013, www.trigon-film.org

Le NEDS se met en ligne

(gn) Êtes-vous à la recherche de statistiques sur des thèmes liés à la coopération au développement? Ou d'articles de fond relatifs à des peuples indigènes? Dans notre pays, de nombreux services de documentation fournissent ce genre de renseignements. Ils sont regroupés au sein du Réseau suisse des centres de documentation spécialisés dans le développement (NEDS). Ce dernier a créé récemment une plateforme Internet, ce qui facilite la recherche d'informations précises relevant de la coopération internationale. Le réseau comprend notamment la section Gestion de l'information de la DDC, le centre de documentation des peuples autochtones (Docip), la bibliothèque de la Haute école des sciences agronomiques, forestières et alimentaires (HAFL) à Zollikofen ou encore le Centre d'information, de conseil et de formation pour les professions de la coopération internationale (cinfo).

www.neds.ch

Exposition

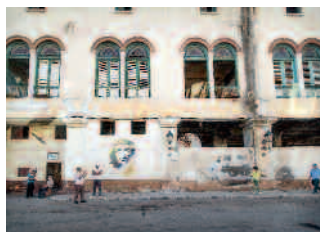
Par-delà le bord de l'assiette

(hel) En Suisse orientale, on l'appelle « la cinquième saison ». La Foire suisse de l'agriculture et de l'alimentation (Olma) se tiendra du 8 au 18 octobre prochain à Saint-Gall. Cette année, la DDC sera présente avec une exposition spéciale intitulée *Über den Tellerrand* (plus loin que le bord de l'assiette). Elle emmènera le public de la foire visiter un marché mondial et présentera les activités de la coopération suisse dans le domaine de la sécurité alimentaire. L'une des questions clés est de savoir comment rendre la production agricole plus durable afin de nourrir toute la population mondiale. Des produits provenant de différents programmes de la DDC seront au centre de l'exposition. Les visiteurs découvriront l'histoire des gens qui se cachent derrière ces produits, leur réalité quotidienne et leur culture.

www.olma-messen.ch

À la recherche d'indices à Cuba

Livre (gn) L'écrivain Fernando Terry revient à La Havane après 18 ans d'exil, afin d'y retrouver un manuscrit disparu du poète cubain



Luca Beti (lb), Jane-Lise Schneeberger (jls), Mirella Wepf (mw), Ernst Rieben (er)

Graphisme : Laurent Cocchi, Lausanne

Photolitho et impression : Vogt-Schild Druck AG, Derendingen

Reproduction : Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements et changements d'adresse : Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de: DFAE, Service de l'information,

José María Heredia. Les retrouvailles avec des amis et collègues d'autrefois rouvrent d'anciennes blessures : qui, à l'époque, avait trahi Fernando pour le forcer à l'exil? Dans son ouvrage *Le Palmier et l'Étoile*, Leonardo Padura, l'un des écrivains cubains contemporains les plus connus, fait le lien entre trois récits : le destin de Fernando, la recherche du manuscrit perdu et les mémoires fictifs de José María Heredia – qui a vécu au 19^e siècle. Cette histoire est plus qu'un roman policier. Leonardo Padura emmène les lecteurs dans sa ville de La Havane. Il fait une description émouvante des effets produits sur ses protagonistes par un exil non voulu et douloureux.

Leonardo Padura: « Le Palmier et l'Étoile », éd. Métailié, Paris, 2009

La coopération suisse en 2014

Publication Le rapport annuel de la coopération internationale de la Suisse présente les principaux résultats obtenus par la DDC et le Seco dans la lutte contre la pauvreté et la réduction des risques mondiaux. Il accorde une attention particulière à différents domaines prioritaires de ces deux offices, comme le travail dans les contextes fragiles et la formation professionnelle. Le rapport est disponible sur le site www.dfae.admin.ch/ddc.

Palais fédéral Ouest, 3003 Berne, Courriel: deza@eda.admin.ch
Tél. 058 462 44 12
Fax 058 464 90 47
www.ddc.admin.ch

860215346

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total : 51 200

Couverture : unité pédiatrique d'un hôpital en Moldavie; Tim Wegner/laif

ISSN 1661-1675

Coup de cœur



Gaia del Francia

Explorateur moderne

Calepin et crayons de couleur dans son sac en bandoulière, l'artiste tessinois Gabriele Genini dessine le monde en voyageant.

Le bloc à dessin et le crayon m'obligent à avancer lentement, à m'arrêter pour observer un paysage, un monument ou une personne. Ainsi, je fais partie, pour un instant, de la vie des lieux que je visite. Mon calepin éveille la curiosité des gens et me fait faire des rencontres fantastiques. Sur les rives du Gange, par exemple, tandis que je traçais la silhouette d'un temple, quelques enfants se sont approchés et ont observé, émerveillés, les traits qui apparaissaient sur le papier. Ils étaient surpris que je ne dessine pas les poissons nageant dans le fleuve. Dans un village indien, le chef d'une fanfare militaire, qui jouait merveilleusement du jazz, était déçu de son portrait : je n'avais pas reproduit le ceinturon qu'il avait pris soin de faire luire et qui le distinguait des autres. Il y a dix ans que je me promène ainsi avec un bloc et un crayon. Mes carnets sont mes journaux de voyage. Avec le temps, j'ai développé une technique qui me permet d'esquisser rapidement le monde que je rencontre. Lorsque le dessin est raté, ma déception est immense, car je sais que c'est un endroit où je ne repasserai plus.

(Propos recueillis par Luca Beti)

Impressum

Un seul monde paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

Éditeur :

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction :

Manuel Sager (responsable)
Catherine Vuiffroy (coordination globale)
Marie-Noëlle Bossel, Sarah Jaquiéry,
Pierre Maurer, Gabriela Neuhaus, Christina Stucky, Özgür Ünal

Rédaction :

Gabriela Neuhaus (gn – production),

« Sans mon appui financier, ma mère ne pourrait jamais se payer ces tests. Pourtant, elle est affiliée à une caisse-maladie. »

Violeta Horn-Rusnac, page 7

« Il était illusoire de penser que notre pays était comme une île dans une mer de tranquillité et de paix. »

Agnese Luse, page 22

« Avec tous ces touristes, nous nous sentons parfois un peu comme des animaux dans un zoo. »

David Cruz, page 33
